

CONSULTING

Demande d'enregistrement ICPE : Conformité aux arrêtés ministériels

Régularisation administrative des installations
classées pour la protection de
l'environnement sous la rubrique 2930 – Base
aérienne 113 de Saint-Dizier-Robinson

Numéro du projet : BA113

Intitulé du projet : Régularisation administrative des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2930 – Base aérienne 113 de Saint-Dizier-Robinson

Intitulé du document : Conformité aux arrêtés ministériels

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
1	RAMBAUD Alicia	FLAMENT Thibaut	16/03/2023	Version initiale
2	RAMBAUD Alicia	FLAMENT Thibaut	06/04/2023	Reprises remarques ESID

Sommaire

1.....	Preamble.....	1
2.....	Conformité à l'arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des ICPE	3
3.....	Conclusion	21

1. PREAMBULE

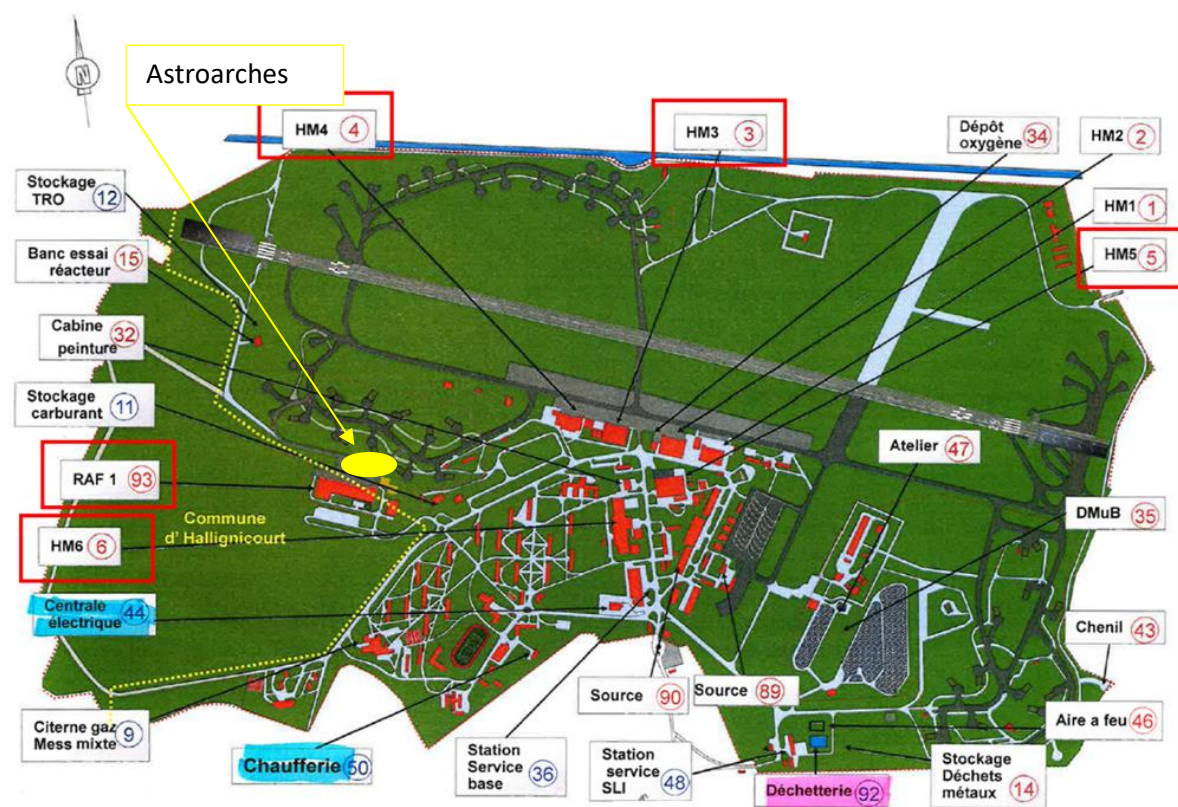
En application de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement, le dossier de demande d'enregistrement doit comporter un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions.

La Base Aérienne 113 exploite sur les communes de Saint-Dizier et Hallignicourt (52) plusieurs hangars à aéronefs et à véhicules visés par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous la rubrique 2930-1 :

- Hangar HM3 d'une surface d'atelier de 4 120m² ;
- Hangar HM4 d'une surface d'atelier de 3 220 m² ;
- Hangar HM5 d'une surface d'atelier de 6 500 m² ;
- Hangar HM6 d'une surface d'atelier de 2 660 m² ;
- Hangar RAF1 d'une surface d'atelier de 6 021 m².

L'exploitant de la base aérienne a le projet de construction de 5 astroarches d'une surface totale d'atelier de 1 717 m², soumis à la rubrique 2930-1 de la réglementation des ICPE.

La figure suivante localise les installations concernées par la demande :



Régularisation administrative des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2930 – Base aérienne 113 de Saint-Dizier-Robinson
Demande d'enregistrement ICPE : Conformité aux arrêtés ministériels

Au titre de la doctrine d'application de la réglementation des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE) et de la note du Ministère des Armées du 20 avril 2020 concernant **le calcul des surfaces pour les ateliers relevant de la rubrique 2930** qui indique de **sommer les superficies des ateliers**, le projet de régularisation administrative est soumis à enregistrement :

Rubrique ICPE	Intitulé	Projet	Régime
2930 1a	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5000m² ; b) Supérieure à 2000 m ² , mais inférieure ou égale à 5000 m ² .	Hangars existants à aéronefs et véhicules HM3, HM4, HM5, HM6 et RAF1 d'une surface totale d'atelier de 22 521 m ² Construction de 5 astroarches d'une surface totale d'atelier de 1717 m ² Surface totale de 24 238 m²	E

Ainsi, des études relatives à la conformité doivent être réalisées vis-à-vis de l'arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La conformité est analysée pour chaque article des arrêtés concernés dans les tableaux pages suivantes :

- ☐ C : le projet est conforme aux prescriptions des arrêtés ministériels ;
- ☐ NC : des demandes d'aménagements aux prescriptions des arrêtés ministériels sont nécessaires ;
- ☐ SO : sans objet ou ne s'applique pas au projet.

Les anciennes installations bénéficiant du régime de l'antériorité, seules les astroarches feront l'objet d'un recollement avec l'arrêté du 12 mai 2020 ;

Toutefois, c'est bien l'impact de l'ensemble des installations sur le milieu naturel qui est évalué dans le document note d'incidences (PJB).

2. CONFORMITE A L'ARRETE DU 12/05/20 RELATIF AUX PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DU REGIME DE L'ENREGISTREMENT RELEVANT DE LA RUBRIQUE N° 2930 DE LA NOMENCLATURE DES ICPE

Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (Rubrique 2930 – Enregistrement)			
Article	Description	Situation	Commentaires
Chapitre I ^{er} : Dispositions générales			
Article 1.1	<p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2930.</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation ou bénéficiant de l'article L.513-1 du code de l'environnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes dans les conditions précisées en annexe I. Les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.</p> <p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none">- les articles 2.1, 4.2, 4.3 et 6.4 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension. Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures- les autres articles sont applicables à l'ensemble de l'installation.	SO	-
Article 1.2 – Définitions	<p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Réfrigération en circuit ouvert » : tout système dans lequel les eaux de refroidissement sont rejetées dans le milieu naturel après prélèvement ou dans le réseau d'assainissement.</p> <p>« Substances ou mélanges dangereux » : substance ou mélange classé suivant les « classes et catégories de danger définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges » dit CLP.</p> <p>« Composé organique volatil (COV) » : tout composé organique ainsi que la fraction de créosote ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.	SO	-
Article 1.3 – Conformité de l'installation	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.	C	Les éléments nécessaires à la compréhension du fonctionnement de l'installation sont présentés dans le dossier d'enregistrement.

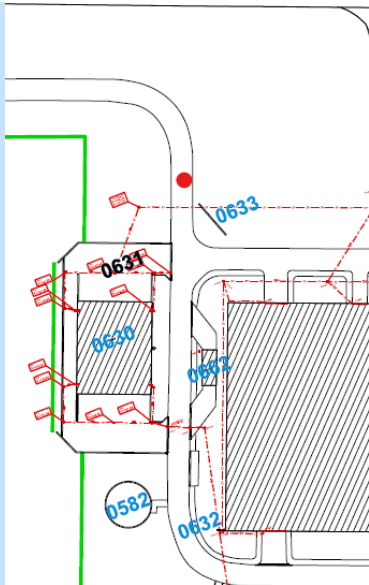
Chapitre II : Implantation et aménagement			
Article 2.1 - Règles d'implantation	Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités visées par la rubrique 2930 sont situés à une distance minimale de 15 mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public.	C	Les astroarches sont localisées au cœur de la base aérienne 113. Ces distances sont respectées.
	L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	C	Les astroarches ne possèdent pas d'étages ou de sous-sols.
Article 2.2 – Intégration dans le paysage	L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	C	Le site est maintenu en bon état de propreté.
Chapitre III : Exploitation			
Article 3.1 – Surveillance de l'installation	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C	L'exploitation des astroarches se fait sous la direction du chef de l'ESTA.
Article 3.2 - Contrôle de l'accès	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	C	Les astroarches sont localisées au cœur de la base aérienne 113 qui dispose d'une clôture limitant son accès au personnel autorisé (tourniquet de sécurité à badge).
Article 3.3 - Gestion des produits	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	C	L'ESTA dispose d'un classeur recensant les FDS des produits utilisés.
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	C	Aucun stockage ne sera réalisé dans les astroarches destinées au stationnement des aéronefs.
	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	C	La présence de matière dangereuses ou combustible ne sera liée qu'aux Rafales stationnés sous les astroarches.
Article 3.4 - Propreté de l'installation	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C	Les installations sont régulièrement nettoyées.
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Article 4.1 - Localisation des risques	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.	C	Le commandant de l'ESTA a connaissance des zones à risques.
	L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.	C	Les astroarches présentent un risque incendie (cf. Etude de flux thermiques fournie dans le dossier d'enregistrement). Ce risque sera signalé sur site (affichage).
	L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Sont, a minima, considérés comme locaux à risques : - les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ;	SO	Pas d'ateliers ou de stockage dans les astroarches.

	<p>- les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ;</p> <p>- <u>les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs</u> ;</p> <p>- l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).</p>		
Section II : Dispositions constructives			
Article 4.2 - Comportement au feu	<p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <p>- la structure est de résistance au feu R 30 ;</p> <p>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.</p> <p>Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>a) Murs et planchers hauts REI 60 ;</p> <p>b) Système de couverture de toiture de classe BROOF (t3).</p> <p>c) Portes intérieures REI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</p> <p>d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure. Cette disposition ne s'applique pas aux ateliers recevant du matériel ferroviaire alimenté par caténaire.</p> <p>e) Matériaux de classe M0 (hors toiture).</p> <p>Les hangars abritant des aéronefs peuvent être dispensés du respect des dispositions prévues aux a et d sous réserve des dispositions suivantes :</p> <p>- maintien d'une distance de sécurité vis-à-vis des limites de propriété supérieure à 50 mètres ;</p> <p>- vidange des réservoirs de carburant des aéronefs en cas d'intervention sur le circuit carburant ou de travaux nécessitant un permis de feu tel que défini à l'article 4.5.</p> <p>Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <p>- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;</p> <p>- soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</p> <p>Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>NC</p> <p>NC</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>La structure est de type métallique multicouche n'est pas R30.</p> <p>La structure sera de type métallique, donc répondant à la classe M0.</p> <p>Dispense du respect des dispositions prévues aux a et d :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les aéronefs sont localisés au centre de la base aérienne 113 en zone aéronautique. Les distances aux limites de propriété seront respectées.- Les Rafales sont vidangés en cas d'intervention sur le circuit carburant ou de travaux nécessitant un permis de feu. <p>Absence de toiture BROOF (t3) (structure métallique en arche).</p> <p>Absence de bureaux à moins de 10 m de l'installation.</p> <p>L'éclairage zénithal, en polycarbonates, sera conforme.</p>
Article 4.3 - Accessibilité	<p>I. Accès au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p>	<p>C</p>	

Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	C	Une voie engin permettra la circulation autour des 5 astroarches dans les conditions définies ci-contre.
L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.	C	
II. - Voie engins		
Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :	C	
- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins.		
Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.	C	
Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :	C	
- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.		
En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	SO	
Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.	SO	
III. - Aires de stationnement		Des aires de mise en station des moyens aériens seront mises en place dans les conditions définies ci-contre.
III.1. - Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens		
Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II.	C	
Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.		
Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.		
Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.		

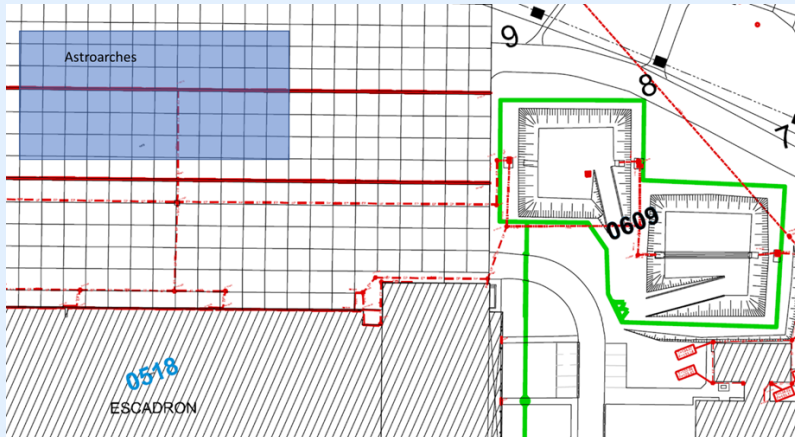

<p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;- un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;- elle comporte une matérialisation au sol ;- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2. <p>III.2. - Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;- elle comporte une matérialisation au sol ;- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;	SO	
	SO	
	C	
	C	Des aires de stationnement des engins au droit des poteaux incendie présents à proximité seront mises en place dans les conditions définies ci-contre.

	<p>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p> <p>IV. - Documents à jour à disposition des services d'incendie et de secours</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <p>- Des plans à jour des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;</p> <p>- Des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p>	C	L'ESIS dispose des plans de l'installation.
Article 4.4 – Désenfumage	<p>Les bâtiments abritant les installations visées par la rubrique 2930 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <p>- 2% si la superficie à désenfumer est inférieure à 1600 m² ;</p> <p>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>	SO	Les astroarches sont ouvertes sur deux faces permettant une ventilation naturelle en permanence.
Article 4.5 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	<p>L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>c) De robinets d'incendie armés (RIA).</p> <p>d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p>	C	<p>L'installation sera équipée de moyens incendie adaptés aux risques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Des téléphones sont présents dans la structure pour alerter les secours.- Des extincteurs à poudre 50 kg et des extincteurs 10 kg sont présents et accessibles. Les rafales possèdent des systèmes d'extinction automatiques.- Un poteau incendie sera implanté à moins de 100 m des astroarches, dans les conditions prévues ci-contre au point d). <p>Absence de RIA dans les astroarches (pas d'arrivée d'eau).</p>

	<p>Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p> <p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.</p> <p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.</p> <p>Les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié sont équipés d'explosimètres.</p> <p>Ces équipements sont adaptés à chacun des gaz susceptibles d'être libérés et judicieusement placés, notamment au plus près des points de fuite potentiels et dans les zones à risque d'accumulation.</p> <p>Dès que le seuil de 10°% de la limite inférieure d'explosivité (LIE) du gaz susceptible d'être émis est atteint, une alarme est déclenchée et des mesures adaptées sont mises en œuvre, sous la responsabilité de l'exploitant et selon la situation, telles que par exemple l'arrêt des moteurs des véhicules, la coupure de l'alimentation électrique, l'ouverture des ventilations basses et hautes, l'évacuation du personnel, l'appel des services de secours.</p>			 <p>Localisation du PI</p>	
		C			
		C			
		SO			
		SO			
		SO			
Article 4.6 - Tuyauteries et canalisations	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	C		Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou collectes d'effluents pollués. Seul le réseau des eaux pluviales à l'extérieur est concerné et est étanche.	
Section III : Dispositif de prévention des accidents					
Article 4.7 - Matériels utilisables en	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	SO		Les astroarches ne sont pas ATEX.	

atmosphères explosibles			
Article 4.8 - Installations électriques, éclairage et chauffage	<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Le chauffage des locaux à risque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>Les installations électriques font l'objet d'une vérification périodique dont les justificatifs sont disponibles sur site.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre.</p> <p>Les astroarches ne sont pas chauffées.</p>
Article 4.9 - Ventilation des locaux	<p>Les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers, des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.</p>	C	Ventilation naturelle
Article 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques	<p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	C	Les astroarches ne disposent pas de systèmes automatiques de détection ou d'extinction. Cependant, les Rafales, dont la présence pourrait être source d'incendie, possèdent un système de d'extinction automatique.
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
Article 4.11 - Capacité de rétention (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>	<p>SO</p> <p>SO</p>	Aucun stockage ne sera réalisé sous les astroarches.

	<p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	SO C	
Article 4.12 - Rétention et isolement.	<p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>	C	<p>Le hangar RAF 1 dispose de deux bassins de 400 m³ capables de contenir également les eaux d'extinction des astroarches. Ces bassins ont été dimensionnés avec la prise en compte de 5 rafales stationnés sur le parking où sont situées les astroarches :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 bassin de confinement d'une pollution éventuelle dans l'atelier RAF 1 et sur le parking, étanche ;- 1 bassin dit « écrêteur » enherbé visant à contrôler le débit de rejet des eaux pluviales vers le réseau des eaux pluviales de la base (400l/s). <p>Un dimensionnement D9/D9A a été réalisé pour le confirmer (document joint au dossier d'enregistrement).</p> <div data-bbox="2006 898 2484 1257"></div> <p>Collecteur des eaux de ruissellement des astroarches</p> <div data-bbox="1988 1371 2499 1755"></div> <p>Vue sur le bassin 1 de confinement</p>

	<p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p>		<p>SO</p> <p>C</p> <p>C</p>	<div><p>Fonctionnement du réseau sur la zone astroarches (en rouge le réseau EP)</p></div> <div><p>Présence d'une vanne motorisée commandable à distance pour isoler le bassin de confinement.</p><div><p>Actionnement de la vanne</p></div><p>La vanne motorisée peut être actionnée manuellement. La commande est facilement accessible mais n'est pas signalée. Les consignes d'utilisation ne sont pas affichées. Un affichage sera mis en place (mode fonctionnement etc)</p></div>
Section V : Dispositions d'exploitation				
Article 4.13 – Travaux	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;	C	<p>Le Bureau de Maitrise des Risques (BMR) de la base aérienne réalise un plan de prévention et un permis de feu si besoin lors de l'intervention des entreprises extérieures en cas de travaux.</p>	

	<p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	Le plan de prévention est signé par les préventeurs du BMR et par le représentant des entreprises extérieures intervenant dans la réalisation des travaux.
		C	Affichage de l'interdiction de fumer prévu.
Article 4.14 – Vérification périodique, formation et protection individuelle	I. - Règles générales	C	Contrats de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Les justificatifs sont présents sur le site.
	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	C	
	Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C	
	Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.	C	
	II. - Protection individuelle		
	Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	C	
Chapitre V : Émissions dans l'eau			
Section I : Principes généraux			
Article 5.1.1 - Applicabilité	<p>Les articles 5.10, 5.11, 5.12, 5.13 et 10.2 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.).</p> <p>Les justificatifs sont joints au dossier d'enregistrement.</p>	SO	
Article 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses. <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	SO	L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents (hors eaux pluviales).
Section II : Prélèvements et consommation d'eau			
Article 5.2 - Prélèvement d'eau	<p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	SO	L'installation est raccordée au réseau AEP desservant la base aérienne. Les astroarches ne disposent pas d'arrivées d'eau.

Article 5.3 - Ouvrages de prélèvements	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	SO	
	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	SO	
	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	SO	
Section III : Collecte et rejet des effluents			
Article 5.4 - Collecte des effluents	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être éliminés et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.	C	
	Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.	C	L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents dangereux ou toxiques (hors eaux pluviales).
	Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux résiduaires incluent les eaux usées domestiques générées sur le site ainsi que les eaux usées générées et collectées à bord des véhicules.	SO	Seulement des eaux pluviales.
	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	C	
Article 5.5 - Points de rejets	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.	C	Un seul point de rejet (PL5) est prévu pour les eaux de la zone.
Article 5.6 - Rejet des eaux pluviales	Les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV.	C	
Article 5.7 - Eaux souterraines	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	C	Rejets des eaux pluviales vers le milieu superficiel.
Section IV : Valeurs limites d'émission			
Article 5.8 - Généralités	Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	C	
Article 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé)	La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne peut être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.	C	D'après les constations sur les dernières analyses de rejet des eaux pluviales réalisées au point PL5 (sur lequel est raccordé RAF1) en septembre 2019. Température : 16,4°C.
	Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.	C	pH : 8,1.
	En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables : a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas :	C	Le milieu récepteur est la Marne. D'après les données disponibles la température moyenne de ce milieu récepteur est de 20°C.
	- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ;	C	

	<p>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</p> <p>- un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ;</p> <p>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</p> <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>	C							
		C	Valeur mesurée sur les rejets MES : 2,1 mg/L. NQE-CMA : 25 mg/L applicable aux MES.						
		C	Débit moyen annuel La Marne : 26,60 m³/s						
Article 5.10 - VLE pour rejet dans le milieu naturel	I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.	C	Un contrôle est réalisé au point de rejet PL5, sur lequel est raccordé la zone du RAF1 et des astroarches. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection.						
	Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.								
	Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.	SO							
	Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :								
	<table><tr><th>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</th></tr><tr><td>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</td></tr><tr><th>2. Azote et phosphore</th></tr><tr><td>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j</td></tr><tr><td>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.</td></tr></table>	1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)		Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà	DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.	2. Azote et phosphore	Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)									
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà									
DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà									
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà									
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.									
2. Azote et phosphore									
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j									
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.									

	Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j						
	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.						
	3. Substances spécifiques du secteur d'activité						
		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux		
	Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j		
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j		
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j		
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j		
	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j		
	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j		
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j		
	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j		
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j		
	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						
Article 5.11 - Raccordement à une station	Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.					C	Le réseau des eaux usées de la base est connecté à la station d'épuration de la commune de Moëslains. Ce rejet fait l'objet d'une convention.

d'épuration collective	<p>Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- MES : 600 mg/l ;- DBO5 : 800 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l ;- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. <p>Toutefois, les valeurs limites ci-dessus peuvent être supérieures si le gestionnaire du réseau d'assainissement l'autorise.</p> <p>Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. Toutefois, les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie de l'installation peuvent être différentes si la station d'épuration des effluents industriels a la capacité de traiter les micropolluants.</p>		
Article 5.12 - Dispositions communes aux valeurs limites d'émission pour un rejet dans le milieu naturel ou un raccordement à une station d'épuration	<p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>	C	Les prélèvements et analyses sont déjà réalisés à l'échelle de la BA 113, au point PL5 pour le secteur gérés par le réseau du RAF 1 et des astroarches.
Chapitre VI : Émissions dans l'air			
Section I : Généralités			
Article 6.1 – Généralités	<p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).</p>	SO	Pas d'émanation de poussières, gaz polluants ou d'odeurs. Pas de stockage de produits pulvérulents, volatils ou odorants.
Section II : Rejets à l'atmosphère			
Article 6.2 - Points de rejets	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	SO	Pas de rejets canalisés.
Article 6.3 - Points de mesures	<p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	SO	Pas de rejets canalisés.

Article 6.4 - Hauteur de cheminée	<p>Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais.</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains.</p>	SO	Pas de rejets canalisés.												
Section III : Valeurs limites d'émission															
Article 6.5 - Généralités	<p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux, etc.), une mesure pourra être réalisée sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.</p>	SO	Pas de rejets canalisés ou diffus.												
Article 6.6 - Débit et mesures	<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p>	SO	Pas de rejets canalisés ou diffus.												
Article 6.7 - Valeurs limites d'émission	<p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td colspan="2">1. Poussières totales :</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³ 40 mg/m³</td></tr><tr><td colspan="2">2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :</td></tr><tr><td colspan="2">Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h</td><td>5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</td></tr></table>	Polluants	Valeur limite d'émission	1. Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³ 40 mg/m³	2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :		Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	SO	Pas de rejets canalisés ou diffus.
Polluants	Valeur limite d'émission														
1. Poussières totales :															
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³ 40 mg/m³														
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :															
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés															
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)														
Article 6.8 - Odeurs	<p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p>	SO	Pas de risque d'émissions odorantes.												
Chapitre VII : Émissions dans les sols															
Article 7	<p>Les rejets directs dans les sols sont interdits.</p>	C	Aucun rejet direct au droit du sol n'est effectué.												
Chapitre VIII : Bruit, vibration															

Article 8 - Bruit et vibration (applicable au 12 mai 2022)	I. - Valeurs limites de bruit Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :	C	Les astroarches sont localisées au centre de la BA 113. L’activité des Rafales de la BA113 fait l’objet d’un plan d’exposition au bruit.									
			Les astroarches ne sont pas de nature à engendrer des émergences supplémentaires.									
			Les valeurs limite de bruit seront intégrées à celles pratiquées à l’échelle de la BA 113.									
	<table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)		
	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.												
II. - Véhicules – engins Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	C											
		C										
Chapitre IX : Déchets												
Article 9 – Généralités	Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.	C	Pas de déchets produits sur le site des astroarches. Les déchets sont gérés par le RAF1.									
	La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.	C										
	Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.	C										
Chapitre X : Surveillance des émissions												
Section 1 : Surveillance des émissions												
Article 10.1 – Généralités	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	C										
Article 10.2 - Surveillance des émissions dans l'eau	Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.	C	Les eaux pluviales des astroarches sont collectées dans le réseau de gestion et de surveillance de la BA 113.									
	<table><tr><td>Débit</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr></table>			Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	
	Débit			Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)								
	Température			Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)								
	pH			Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)								
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel											

Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle

(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.

(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

3. CONCLUSION

Des demandes d'aménagements aux prescriptions générales sont formulées pour l'article 4.2.

Les anciennes installations bénéficient de l'antériorité.

Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Hangar HM3 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

CONSULTING

SAFEGE
Le Beverly
15, Rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Agence Est

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safège.com

Numéro du projet : 20CAE023 BC 2

Intitulé du projet : Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Intitulé du document : Hangar HM3 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement
--

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
V0	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	11/10/2023	Version 0
V1	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	01/2024	Version 1 reprise remarques CGA

Sommaire

Avant-propos	1
1..... Réglementation applicable	3
1.1 Classement ICPE de l'installation	3
1.2 Prescriptions techniques applicables	3
2..... Recollement aux prescriptions ICPE	4

Table des tableaux

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM3	3
Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes	3
Tableau 3 : Recollement du hangar HM3 aux prescriptions techniques de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/05/2020	5

Table des figures

Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée	1
--	---

AVANT-PROPOS

La Base Aérienne 113 exploite sur les communes de Saint-Dizier et Hallignicourt (52) plusieurs hangars à aéronefs et à véhicules visés par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous la rubrique 2930-1.

Le hangar HM3 objet du présent document est un hangar à aéronefs visé par la rubrique 2930-1 sous le régime de la déclaration avec contrôles périodiques (ICPE n°3) à sa création.



Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée

Réglementation applicable

1 REGLEMENTATION APPLICABLE

1.1 Classement ICPE de l'installation

Le tableau ci-après présente les rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles le hangar HM3 est concerné en juillet 2020.

Il présente ainsi :

- Les rubriques, avec leur descriptif et les seuils des régimes de classement ;
- Les données du site en termes de volume, puissance, capacités, activités, ... afin d'identifier les régimes de classement pour chacune des rubriques concernées.

Depuis la directive du MINARM de 2020 qui demande aux exploitants de sommer les superficies des installations relevant de la rubrique 2930, le HM3 passe sous le régime de l'enregistrement. Les installations relevant de cette rubrique sont les suivantes :

- Le HM3 : 4120 m²
- LE HM4 : 3220 m²
- Le HM5 : 6500 m²
- Le HM6 : 2660 m²
- Le RAF 1 : 6021 m²

Soit un total de **22 521 m²** qui soumet l'ensemble au **régime d'enregistrement** (> 5000 m²)

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM3

N° de rubrique	Intitulé	Volumes des activités	Régime de classement
2930-1.a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.	Surface de l'atelier : 4120 m ² Cumul des installations : 22521 m ²	Enregistrement (cumul avec les autres installations 2930)

1.2 Prescriptions techniques applicables

Le hangar HM3 a été mis en service en 1953. Il a fait l'objet d'une procédure d'antériorité et, de ce fait, n'est pas soumis aux prescriptions techniques de la réglementation ICPE.

L'annexe I de l'arrêté du 12/05/20 précise les conditions d'application des prescriptions techniques aux installations existantes :

Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes

12 Novembre 2020	12 Mai 2021	12 Mai 2022
Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4 ^e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.

Recollement aux prescriptions ICPE

A noter toutefois que les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.

2 RECOLLEMENT AUX PRESCRIPTIONS ICPE

Le présent recollement est élaboré :

- D'après les éléments transmis par le client ;
- D'après les constatations établies lors de la visite de SUEZ Consulting sur la base aérienne entre le 29 juin et le 3 juillet 2020.

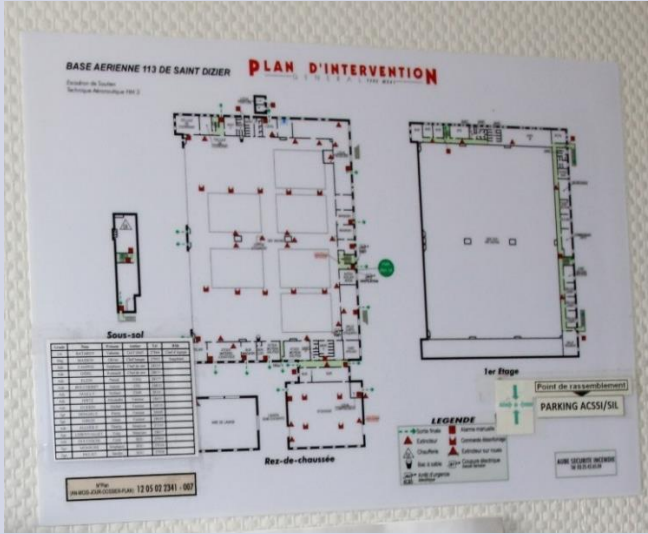
Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

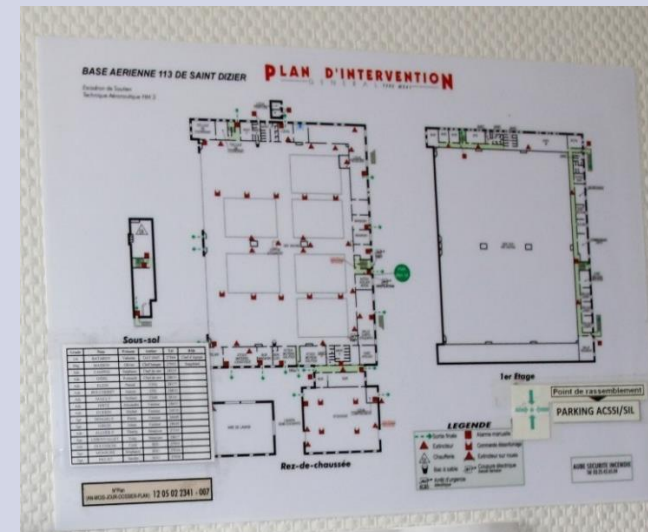
- **C** : Conformité ;
- **NC** : Non Conforme ;
- **SO** : Sans objet ;

Tableau 3 : Recollement du hangar HM3 aux prescriptions techniques de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12/05/2020

Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (Rubrique 2930 – Enregistrement)			
Article	Description	Situation	Commentaires
Chapitre III : Exploitation			
Article 3.1 – Surveillance de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C	L'exploitation du hangar se fait sous la direction du chef de hangar et de son adjoint.
Article 3.2 - Contrôle de l'accès (applicable au 12 novembre 2020)	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	C	Le hangar est localisé au cœur de la base aérienne 113 et dispose d'une clôture limitant son accès au personnel autorisé (tourniquet de sécurité à badge).
Article 3.3 - Gestion des produits (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	C	L'ESTA dispose d'un classeur recensant les FDS des produits stockés et utilisés.
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	C	Un inventaire est réalisé 1 fois / mois pour le suivi de l'approvisionnement des produits. Ce registre est consultable en permanence.
	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	C	
Article 3.4 - Propreté de l'installation	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques	C	

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 novembre 2020)	présentés par les produits et poussières.		
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Article 4.1 - Localisation des risques (applicable au 12 mai 2021)	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :</p> <ul style="list-style-type: none">- les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ;- les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ;- <u>les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ;</u>- <u>l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311,</u>	<p>C</p> <p>Le chef de hangar a connaissance des zones à risques.</p> <p>C</p> <p>Les plans présents dans le hangar sont des plans d'intervention mais ne comportent pas de manière explicite le stockage de produits dangereux Néanmoins, l'exploitant s'engage à mettre à jour ces plans conformément à la réglementation.</p> 	

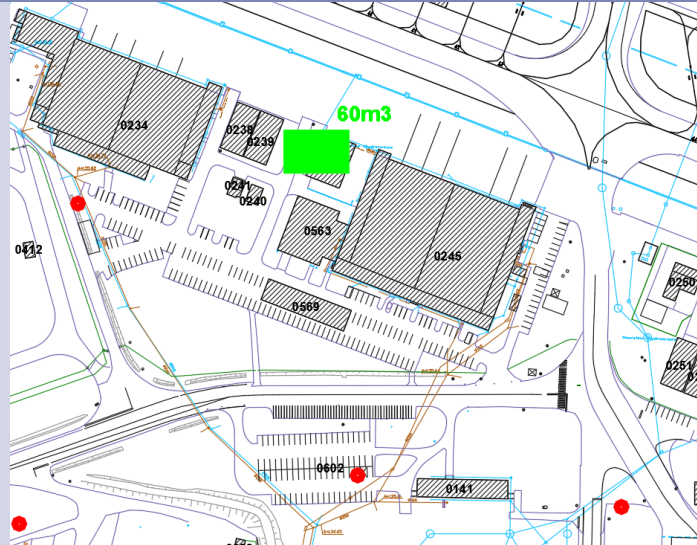


Hangar HM3 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Recollement aux prescriptions ICPE

	H330, H331, H370).		
Section II : Dispositions constructives			
Article 4.6 - Tuyauteries et canalisations (applicable au 12 novembre 2020)	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	C	Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou collectes d'effluents pollués. Seul le réseau des eaux pluviales à l'extérieur du bâtiment est concerné et est étanche.
Section III : Dispositif de prévention des accidents			
Article 4.7 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles (applicable au 12 mai 2022)	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	SO	Pas de zone ATEX dans le HM3
Article 4.8 - Installations électriques, éclairage et chauffage (applicable au 12 mai 2022)	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le chauffage des locaux à risque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.	C	Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les équipements métalliques sont mis à la terre. Le hangar est chauffé par la chaufferie base.
Article 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques (applicable au 12 mai 2022)	Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition	C	Des extincteurs sont largement présents dans le hangar, notamment dans le hall de maintenance. Ils sont indiqués et largement accessibles. Le plan du bâtiment présente leur localisation. Le hangar HM3 dispose à proximité : - D'une réserve incendie de 60 m ³ , localisée à moins de 50 m ; - De deux poteaux incendie localisés au Sud à environ 120 m ; - D'un poteau incendie localisé à l'Ouest à environ 150 m.

	de l'inspection des installations classées.		 <p>Le hangar dispose d'une détection incendie couplée à une alarme avec renvoi à l'ESIS ainsi que de téléphones. Des réserves de sable avec pelles sont réparties dans le hall de maintenance du hangar.</p> <p>SO</p> <p>Le hangar n'est pas équipé de systèmes d'extinction automatique de type sprinklage.</p>
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
Article 4.11 - Capacité de rétention (applicable au 12 mai 2022)	<p>I.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux</p>	C	Présence d'armoires de stockage munies de dispositifs de rétention :

résiduaire.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.


IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.



Le sol du hangar est en revêtement béton.

Le hangar dispose de baquets permettant de récupérer les fluides éventuellement perdus par les avions dans le hangar (kérosène, liquide hydraulique). En l'absence de baquet, les écoulements sont gérés par la mise en œuvre de kit anti-pollution contenant des boudins et du produit absorbant avec pelle

Section V : Dispositions d'exploitation

Article 4.13 – Travaux (applicable au 12 mai 2021)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des</p>	C	<p>Le Bureau de Maitrise des Risques (BMR) de la base aérienne réalise un plan de prévention et un permis de feu si besoin lors de l'intervention des entreprises extérieures en cas de travaux.</p> <p>Le plan de prévention est signé par les préventeurs du BMR et par le représentant des entreprises extérieures intervenant dans la réalisation des travaux.</p> <p>Présence de petits affichages précisant l'obligation de permis feu, l'interdiction de fumer et de feu sur les portes extérieures des hangars (côté piste).</p> <div data-bbox="1420 655 2119 1139">  </div> <p>Toutefois, absence de marquages en caractères très apparents sur les murs du hangar.</p>
--	--	---	---

Recollement aux prescriptions ICPE

	installations classées.		
Article 4.14 – Vérification périodique, formation et protection individuelle (applicable au 12 mai 2021)	<p>I. - Règles générales</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>II. - Protection individuelle</p> <p>Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.</p>	C	<p>Contrats de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les personnels sont équipés d'EPI : gants, chaussures de sécurité, etc. Le CMR de l'ESTA réalise un suivi hebdomadaire des EPI</p>
Chapitre V : Émissions dans l'eau			
Section I : Principes généraux			
Article 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses. <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p>	C	<p>L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents (hors eaux pluviales).</p> <p>L'installation est munie d'un séparateur à hydrocarbures pour traiter les eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel.</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

Section II : Prélèvements et consommation d'eau			
Article 5.3 - Ouvrages de prélèvements (applicable au 12 novembre 2020)	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	SO	La base est reliée au réseau public d'alimentation en eau potable et possède un compteur commun pour toutes les installations.
	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	C	Le HM3 est muni d'un disconnecteur contrôlé chaque année.
	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	SO	
Section IV : Valeurs limites d'émission			
Article 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé) (applicable au 12 mai 2022)	<p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne peut être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.</p> <p>Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :</p> <p>a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ; 	C	<p>Résultats des dernières analyses de rejet des eaux pluviales réalisées au point de rejet PL4 (sur lequel est raccordé le HM3) en septembre 2019. Température : 15,7 °C.</p> <p>pH = 8</p> <p>Le milieu récepteur est la Marne. D'après les données disponibles la température moyenne de ce milieu récepteur est de 20°C.</p> <p>Valeur mesurée sur les rejets MES : 10 mg/L. NQE-CMA : 25 mg/L applicable aux MES.</p> <p>Débit de rejet absent ne permettant pas de calculer la dilution dans la Marne. Débit moyen annuel La Marne : 26,60 m³/s.</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

	<ul style="list-style-type: none"> - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>		
Article 5.10 - VLE pour rejet dans le milieu naturel (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :</p>	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Seules les Eaux pluviales sont rejetées à la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures.</p>

1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)

Hangar HM3 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Recollement aux prescriptions ICPE

	Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà		
	DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà		
	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà		
	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.		
	2. Azote et phosphore		
	Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j		
	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.		
	Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j		

Recollement aux prescriptions ICPE

<p>2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</p>				
3. Substances spécifiques du secteur d'activité				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j

Hangar HM3 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Recollement aux prescriptions ICPE

	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j		
	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j		
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j		
	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j		
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j		
	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						
Chapitre VI : Émissions dans l'air							
Section I : Généralités							
Article 6.1 – Généralités (applicable au 12 mai 2021)	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.				SO	L'installation ne génère aucun dégagement gazeux et ou de poussières.	
	Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).				C	Les produits susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère sont confinés.	

Section III : Valeurs limites d'émission

Article 6.7 - Valeurs limites d'émission (applicable au 12 mai 2022)	<p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>	SO	L'installation ne génère aucun dégagement gazeux.
--	---	----	---

Polluants	Valeur limite d'émission
1. Poussières totales :	
<div>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</div> <div>Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</div>	<div>100 mg/m³</div> <div>40 mg/m³</div>
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés	
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)

Chapitre VIII : Bruit, vibration

Article 8 - Bruit et vibration (applicable au 12 mai 2022)	I. - Valeurs limites de bruit			SO	L'activité de la base aérienne génère une ambiance sonore déjà dégradée.			
	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :					La synthèse des mesures de bruit réalisées en 2018 et 2019 est la suivante :		
							Dans les bureaux, la valeur de 55 dB(A) est ponctuellement dépassée par le passage des rafales que ce soit fenêtres ouvertes et fermées. Les tâches intellectuelles peuvent être perturbées au regard des recommandations de l'INRS et les conversations peuvent être masquées.	
								En période estivale, les bureaux situés côté piste sont exposés au soleil dans l'après-midi.
			Dans le hangar et les ateliers, le port de des protections auditives est recommandé. Il est conseillé de vérifier la signalisation pour informer le personnel ainsi que les visiteurs. Il serait peut-être utile de mettre en place quelques distributeurs de bouchons.					
				Des actions pour améliorer les conditions de travail sont à envisager dans les bureaux situés côté Piste et dans le Hangar :				
					<ul style="list-style-type: none">• Port des Protections Individuelles Contre le Bruit.• Mise en place d'une climatisation des locaux.			

Chapitre IX : Déchets

Article 9 – Généralités	Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou	C	
-------------------------	--	---	--

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 mai 2022)	<p>élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.</p>	C											
Chapitre X : Surveillance des émissions													
Section 1 : Surveillance des émissions													
Article 10.1 – Généralités (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	C											
Article 10.2 - Surveillance des émissions dans l'eau (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <table><tr><td>Débit</td><td>Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr></table>	Débit	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	Température	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	pH	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans le réseau de la base et rejetées dans la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures. Les rejets sont régulièrement surveillés dans le cadre de l'autorisation du IOTA.</p>
Débit	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)												
Température	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)												
pH	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)												
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel												
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel												

Recollement aux prescriptions ICPE

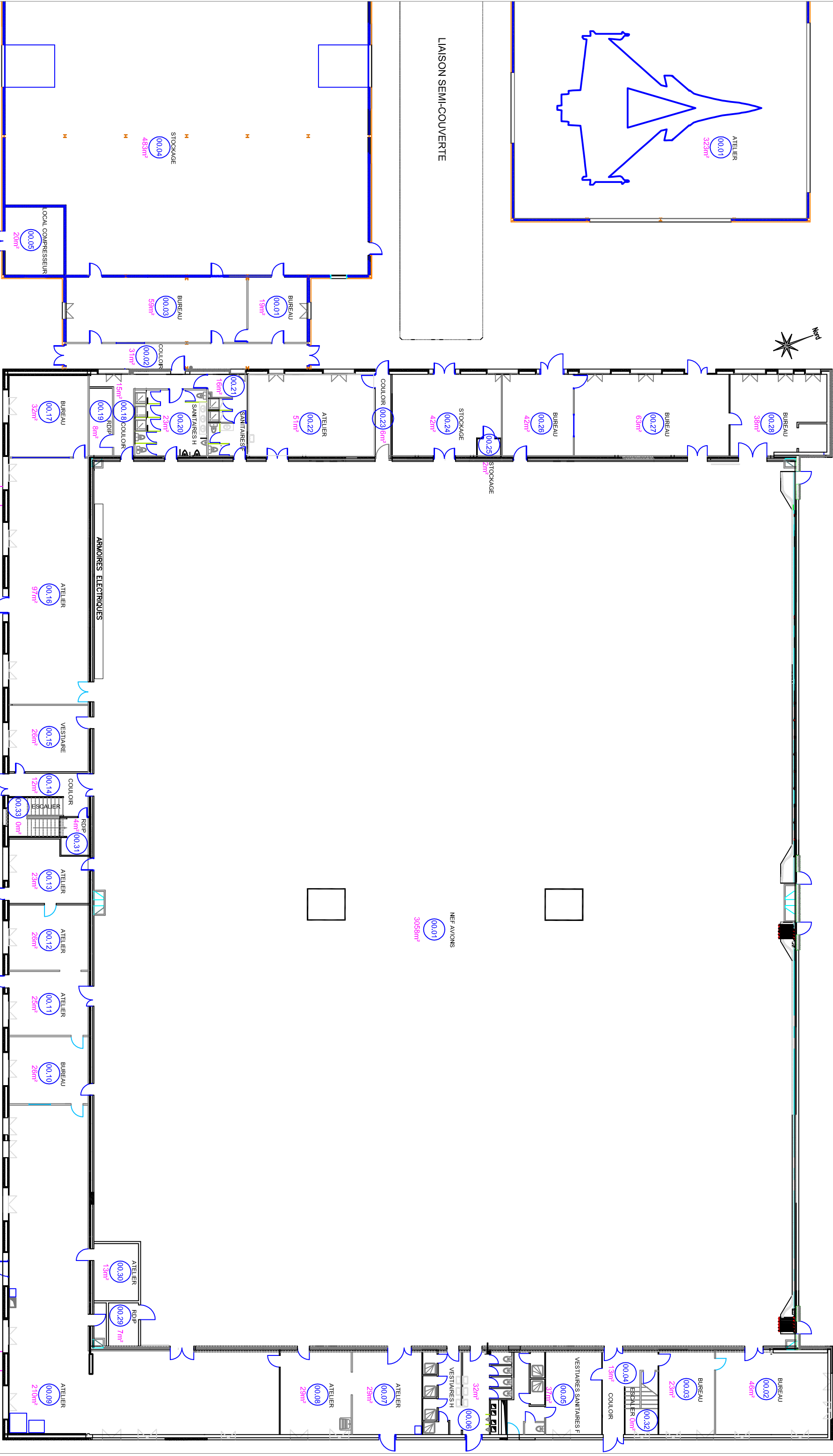
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle

(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.

(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.



Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Hangar HM4 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

CONSULTING

SAFEGE
Le Beverly
15, Rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Agence Est

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safege.com

Vérification des documents IMP411

Numéro du projet : 20CAE023 BC 2

Intitulé du projet : Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Intitulé du document : Hangar HM4 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
V0	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	11/10/2023	Version 0
V1	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	01/2024	Version finale – reprise remarques CGA

Sommaire

Avant-propos	1
1..... Réglementation applicable	2
1.1 Classement ICPE de l'installation	2
1.2 Prescriptions techniques applicables	2
2..... Recollement aux prescriptions ICPE	5

Table des tableaux

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM4	2
Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes.....	2
Tableau 3 : Recollement du hangar HM4 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020	6

Table des figures

Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée	1
--	---

AVANT-PROPOS

La Base Aérienne 113 exploite sur les communes de Saint-Dizier et Hallignicourt (52) plusieurs hangars à aéronefs et à véhicules visés par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous la rubrique 2930-1.

Le hangar HM4 objet du présent document est un hangar à aéronefs visé par la rubrique 2930-1 sous le régime de la déclaration avec contrôles périodiques (ICPE n°4 et n°49) à sa création.



Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée

1 REGLEMENTATION APPLICABLE

1.1 Classement ICPE de l'installation

Le tableau ci-après présente les rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles le hangar HM4 est concerné en septembre 2020.

Il présente ainsi :

- Les rubriques, avec leur descriptif et les seuils des régimes de classement ;
- Les données du site en termes de volume, puissance, capacités, activités, ... afin d'identifier les régimes de classement pour chacune des rubriques concernées.

Depuis la directive du MINARM de 2020 qui demande aux exploitants de sommer les superficies des installations relevant de la rubrique 2930, le HM3 passe sous le régime de l'enregistrement. Les installations relevant de cette rubrique sont les suivantes :

- Le HM3 : 4120 m²
- LE HM4 : 3220 m²
- Le HM5 : 6500 m²
- Le HM6 : 2660 m²
- Le RAF 1 : 6021 m²

Soit un total de **22 521 m²** qui soumet l'ensemble au **régime d'enregistrement** (> 5000 m²)

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM4

N° de rubrique	Intitulé	Volumes des activités	Régime de classement
2930-1.a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.	Surface de l'atelier : 3 220 m ² Cumul des installations : 22521 m ²	Enregistrement (cumul avec les autres installations 2930)

1.2 Prescriptions techniques applicables

Le hangar HM4 a été mis en service en 1953. Il a fait l'objet d'une procédure d'antériorité et, de ce fait, n'est pas soumis aux prescriptions techniques de la réglementation ICPE.

Toutefois, en application de la directive « calcul des surfaces relevant de la rubrique 2930 » émanant du MINARM, le hangar HM4 est classé sous le régime de l'enregistrement et doit répondre à l'annexe I de l'arrêté du 12/05/20 qui précise les conditions d'application des prescriptions techniques aux installations existantes :

Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes

12 Novembre 2020	12 Mai 2021	12 Mai 2022
Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4 ^e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9

Réglementation applicable

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.

A noter toutefois que les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.

2 RECOLLEMENT AUX PRESCRIPTIONS ICPE

Le présent recollement est élaboré :

- D'après les éléments transmis par le client ;
- D'après les constatations établies lors de la visite de SUEZ Consulting sur la base aérienne entre le 29 juin et le 3 juillet 2020.

Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

- **C** : Conformité ;
- **NC** : Non Conforme ;
- **SO** : Sans objet ;

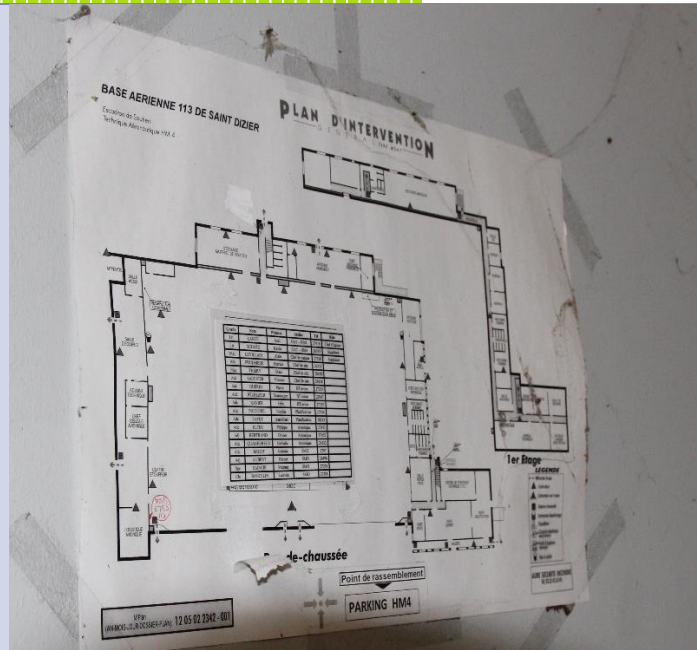
Tableau 3 : Recollement du hangar HM4 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020

Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (Rubrique 2930 – Enregistrement)			
Article	Description	Situation	Commentaires
Chapitre III : Exploitation			
Article 3.1 – Surveillance de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C	L'exploitation du hangar se fait sous la direction du chef de hangar et de son adjoint.
Article 3.2 - Contrôle de l'accès (applicable au 12 novembre 2020)	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	C	Le hangar est localisé au cœur de la base aérienne 113 et dispose d'une clôture limitant son accès au personnel autorisé (tourniquet de sécurité à badge).
Article 3.3 - Gestion des produits (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	C	Des classeurs contenant les fiches de données de sécurité et les fiches toxicologiques des différents produits stockés sont présents au niveau des soutes à ingrédients. Un inventaire est réalisé chaque semaine pour gérer le réapprovisionnement des produits. Ce registre est consultable en permanence. Le stockage est réalisé en armoires dans un endroit unique du hangar. Toutefois, le plan du bâtiment ne localise pas le stockage.
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.		

Recollement aux prescriptions ICPE

	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.		
Article 3.4 - Propreté de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C	
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Article 4.1 - Localisation des risques (applicable au 12 mai 2021)	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Le chef de hangar a connaissance des zones à risques.</p> <p>Les plans présents dans le hangar sont des plans d'intervention mais ne comportent pas de manière explicite le stockage de produits dangereux.</p> <p>L'exploitant s'engage à mettre à jour les plans conformément à la réglementation.</p>

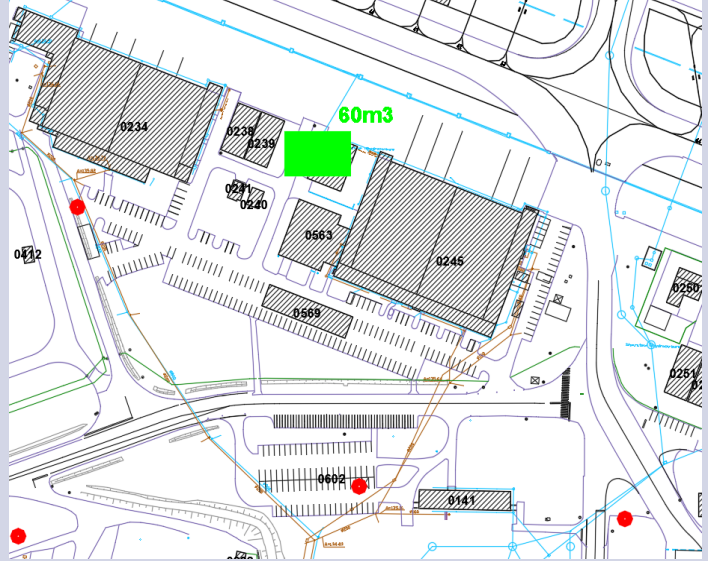
Recollement aux prescriptions ICPE

	<ul style="list-style-type: none"> - les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ; - les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ; - les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ; - <u>l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).</u> 		
Section II : Dispositions constructives			
Article 4.6 - Tuyauteries et canalisations (applicable au 12 novembre 2020)	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	C	Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou collectes d'effluents pollués. Seul le réseau des eaux pluviales à l'extérieur du bâtiment est concerné et est étanche.
Section III : Dispositif de prévention des accidents			
Article 4.7 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui	SO	Pas de zones ATEX identifiées dans le HM4

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 mai 2022)	est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.		
Article 4.8 - Installations électriques, éclairage et chauffage (applicable au 12 mai 2022)	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	C	Les installations sont régulièrement contrôlées.
	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	C	
	Le chauffage des locaux à risque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.	C	Le hangar est chauffé par la chaufferie base.
Article 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques (applicable au 12 mai 2022)	<p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Des extincteurs sont largement présents dans le hangar, notamment dans le hall de maintenance. Ils sont indiqués et largement accessibles. Le plan du bâtiment présente leur localisation.</p> <p>Le hangar HM4 dispose à proximité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un poteau incendie localisé au Sud à environ 30 m ; - D'une réserve incendie de 60 m³, localisée à environ 70 m à l'Est ; - De deux poteaux incendie localisés au Sud à environ 150 m.

Recollement aux prescriptions ICPE

			 <p>Le hangar dispose d'une détection incendie couplée à une alarme avec renvoi à l'ESIS ainsi que de téléphones.</p> <p>Des réserves de sable avec pelles sont réparties dans le hall de maintenance du hangar.</p>
	<p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>SO</p>	<p>Le hangar n'est pas équipé de systèmes d'extinction automatique de type sprinklage.</p>
<p>Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p>			
<p>Article 4.11 - Capacité de rétention (applicable au 12 mai 2022)</p>	<p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p>	<p>SO</p>	


Recollement aux prescriptions ICPE

	<ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p><u>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres</u>, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - <u>dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</u> <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	C	<p>Le sol du hangar est en revêtement béton.</p> <p>Le hangar dispose de baquets permettant de récupérer les fluides éventuellement perdus par les avions dans le hangar (kérosène, liquide hydraulique). En l'absence de baquet, les écoulements sont gérés par la mise en œuvre de kit anti-pollution contenant des boudins et du produit absorbant avec pelle</p>
--	--	---	--

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>		
Section V : Dispositions d'exploitation			
Article 4.13 – Travaux (applicable au 12 mai 2021)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le</p>	C	<p>Le Bureau de Maitrise des Risques (BMR) de la base aérienne réalise un plan de prévention et un permis de feu si besoin lors de l'intervention des entreprises extérieures en cas de travaux.</p> <p>Le plan de prévention est signé par les préventeurs du BMR et par le représentant des entreprises extérieures intervenant dans la réalisation des travaux.</p> <p>Présence de petits affichages précisant l'obligation de permis feu, l'interdiction de fumer et de feu sur les portes extérieures des hangars (côté piste).</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		 <p>Toutefois, absence de marquages en caractères très apparents sur les murs du hangar alors que c'est pourtant la pratique usuelle dans l'armée de l'Air.</p>
Article 4.14 – Vérification périodique, formation et protection individuelle (applicable au 12 mai 2021)	<p>I. - Règles générales</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>	C	Contrats de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>II. - Protection individuelle</p> <p>Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.</p>		Les personnels sont équipés d'EPI : gants, chaussures de sécurité, etc. Le CMR de l'ESTA réalise un suivi hebdomadaire des EPI
Chapitre V : Émissions dans l'eau			
Section I : Principes généraux			
Article 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses. <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p>	C	<p>L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents (hors eaux pluviales).</p> <p>Le HM4 est muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant de réduire les polluants avant rejet dans le milieu naturel.</p>
Section II : Prélèvements et consommation d'eau			
Article 5.3 - Ouvrages de prélèvements (applicable au 12 novembre 2020)	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	SO	La base est reliée au réseau public d'alimentation en eau potable et possède un compteur commun pour toutes les installations.
	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	C	Le HM4 est muni d'un disconnecteur contrôlé chaque année.
	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	SO	

Recollement aux prescriptions ICPE

Section IV : Valeurs limites d'émission

<p>Article 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé) (applicable au 12 mai 2022)</p>	<p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne peut être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.</p> <p>Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :</p> <p>a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>	<p>C</p>	<p>Résultats des dernières analyses de rejet des eaux pluviales réalisées au point de rejet PL4 (sur lequel est raccordé le HM4) en septembre 2019. Température : 15,7 °C.</p> <p>pH = 8</p> <p>Le milieu récepteur est la Marne. D'après les données disponibles la température moyenne de ce milieu récepteur est de 20°C.</p> <p>Valeur mesurée sur les rejets MES : 10 mg/L.</p> <p>NQE-CMA : 25 mg/L applicable aux MES.</p> <p>Débit de rejet absent ne permettant pas de calculer la dilution dans la Marne. Débit moyen annuel La Marne : 26,60 m³/s.</p>
---	---	-----------------	--

Recollement aux prescriptions ICPE

Article 5.10 - VLE pour rejet dans le milieu naturel (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :</p> <table><tr><td>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</td></tr><tr><td>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà</td></tr></table> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</p>	1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)	Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà	DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Seules les Eaux pluviales sont rejetées à la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures.</p>
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)							
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà							
DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà							
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà							

Recollement aux prescriptions ICPE

2. Azote et phosphore				
<p>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)</p> <p>30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j</p> <p>15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j</p> <p>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.</p>				
<p>Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)</p> <p>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j</p> <p>2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j</p> <p>1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</p>				
3. Substances spécifiques du secteur d'activité				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux

Recollement aux prescriptions ICPE

	Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j		
	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j		
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j		
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j		
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j		
	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j		
	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j		
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j		

Recollement aux prescriptions ICPE

	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j		
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j		
	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						
Chapitre VI : Émissions dans l'air							
Section I : Généralités							
Article 6.1 – Généralités (applicable au 12 mai 2021)	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).				C	La fontaine à solvant sera munie d'une hotte aspirante conformément à la réglementation.	
Section III : Valeurs limites d'émission							
Article 6.7 - Valeurs limites d'émission (applicable au 12 mai 2022)	Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.				SO	L'installation ne génère aucun dégagement gazeux.	

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td colspan="2">1. Poussières totales :</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³ 40 mg/m³</td></tr><tr><td colspan="2">2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :</td></tr><tr><td colspan="2">Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h</td><td>5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</td></tr></table>	Polluants	Valeur limite d'émission	1. Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m ³ 40 mg/m ³	2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :		Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)		
Polluants	Valeur limite d'émission														
1. Poussières totales :															
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m ³ 40 mg/m ³														
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :															
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés															
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)														
Chapitre VIII : Bruit, vibration															
Article 8 - Bruit et vibration (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à</th><th>Émergence admissible pour la période allant</th><th>Émergence admissible pour la période allant de</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à	Émergence admissible pour la période allant	Émergence admissible pour la période allant de				SO	<p>L'activité de la base aérienne génère une ambiance sonore déjà dégradée.</p> <p>La synthèse des mesures de bruit réalisées en 2018 est la suivante :</p>						
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à	Émergence admissible pour la période allant	Émergence admissible pour la période allant de													

Recollement aux prescriptions ICPE

	<table><tr><th>émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. - Véhicules – engins</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)		<p>Lors des passages de rafales, dans les bureaux, nous avons relevé des niveaux sonores compris entre de l'ordre de 70 dB(A) avec les fenêtres fermées et 92 dB(A) avec fenêtres ouvertes. Les valeurs varient en fonction de leur orientation vis-à-vis des pistes. La valeur de 55 dB(A) est ponctuellement dépassée mais globalement l'isolement acoustique est relativement performant. Les tâches intellectuelles peuvent être perturbées au regard des recommandations de l'INRS.</p> <p>Dans le hangar, le niveau sonore est de l'ordre de 94 dB(A) avec les portes ouvertes et de l'ordre de 86 dB(A) avec les portes fermées. Les protections auditives doivent être portées.</p> <p>Dans la salle de Briefing et Debriefing, le niveau de bruit ambiant mesuré est de l'ordre de 62-63 dB(A). Les niveaux de bruit sont élevés au regard de l'activité : l'espace est réduit par rapport au nombre de personnes présentes : on assiste à un effet de bruit dit "cocktail" : « on a du mal à s'entendre parler ». De plus, nous n'avons pas remarqué de climatisation, ni de ventilation ce qui donne une impression d'oppression dans la salle.</p> <p>Des actions pour améliorer les conditions de travail sont à envisager dans les bureaux situés côté Piste et dans le Hangar :</p> <ul style="list-style-type: none">• Port des Protections Individuelles Contre le Bruit.• Mise en place d'une climatisation des locaux. <p>Mise en place de distributeur de protections auditives.</p>
émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										
Chapitre IX : Déchets												
Article 9 – Généralités (applicable au 12 mai 2022)	Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.		<p>C</p> <p>Les déchets sont stockés dans des containers adaptés et présentant des étiquettes précisant leur affectation.</p> <p>Les déchets valorisables sont apportés à la déchetterie base pour évacuation selon des filières agréées.</p>									

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.</p>										
Chapitre X : Surveillance des émissions											
Section 1 : Surveillance des émissions											
Article 10.1 – Généralités (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	C									
Article 10.2 - Surveillance des émissions dans l'eau (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <table><tr><td>Débit</td><td>Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr></table>	Débit	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	Température	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	pH	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans le réseau de la base et rejetées dans la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures. Les rejets sont régulièrement surveillés dans le cadre de l'autorisation du IOTA.</p>
Débit	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)										
Température	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)										
pH	Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)										
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel										

Recollement aux prescriptions ICPE

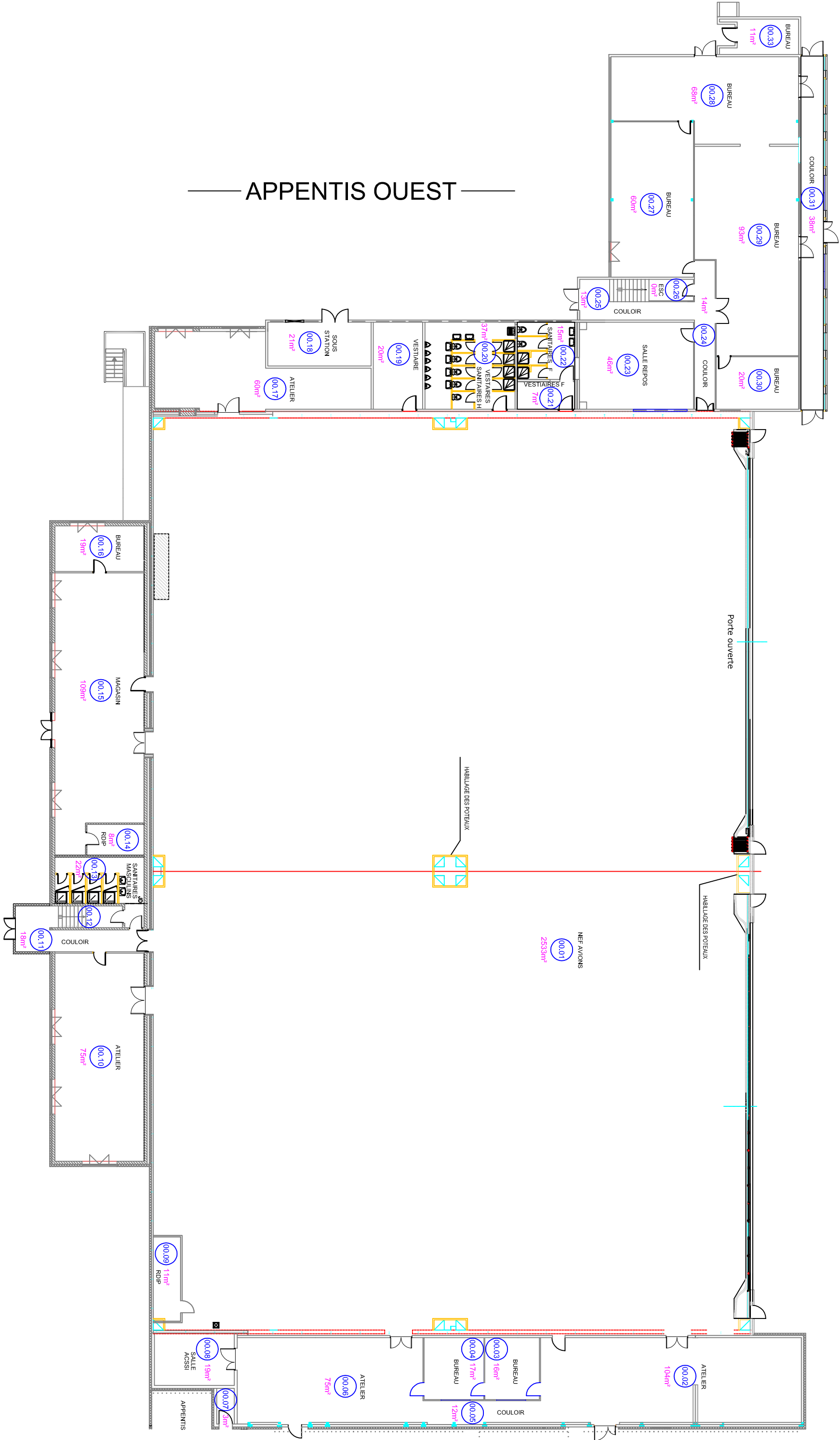
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle

(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.

(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

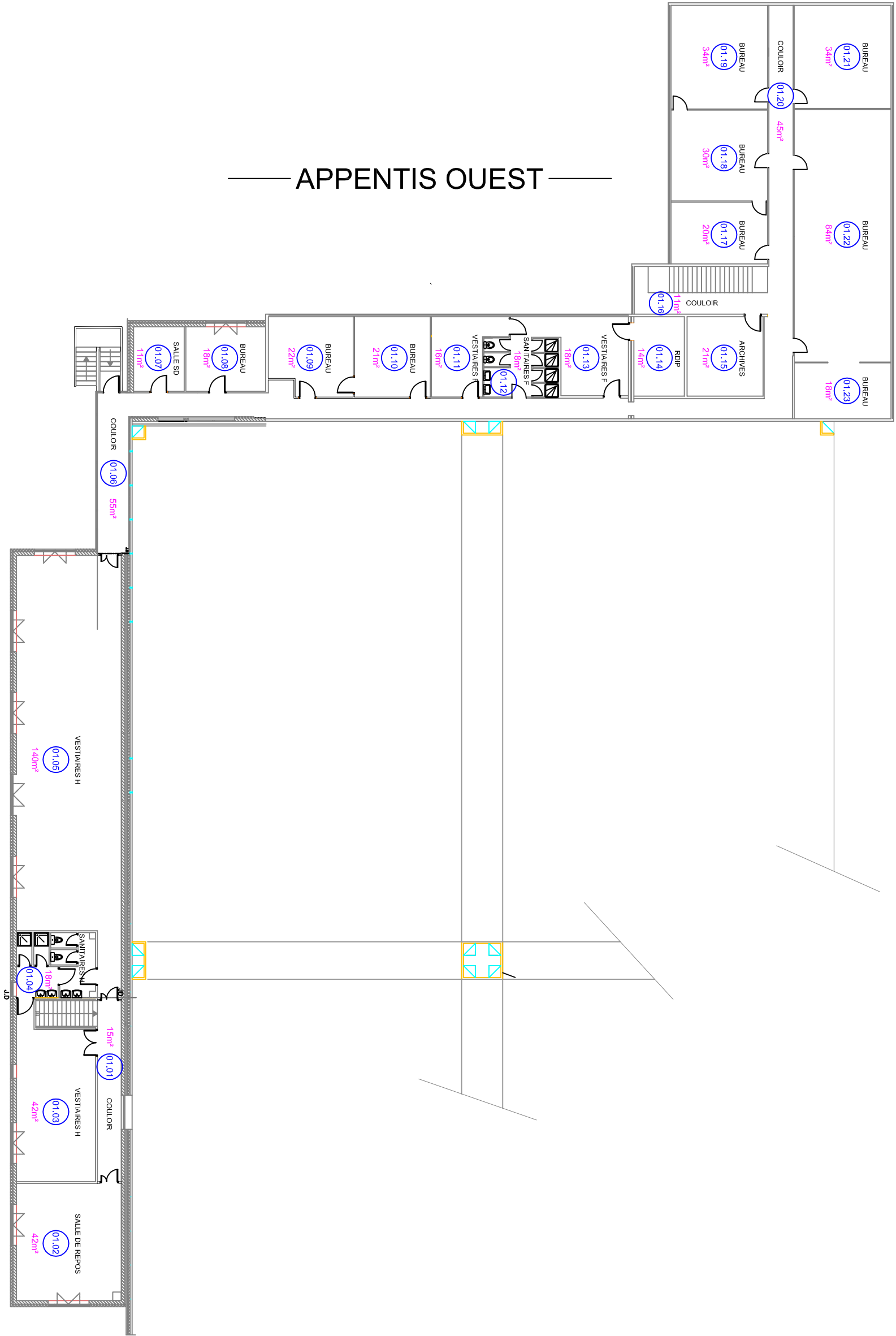
Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.



0 25m

APPENTIS SUD



Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de
Saint-Dizier (52)

**Hangar HM5 classé sous la rubrique 2930 -
Enregistrement**

CONSULTING

SAFEGE
Le Beverly
15, Rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Agence Est

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safege.com

Numéro du projet : 20CAE023 BC 2

Intitulé du projet : Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Intitulé du document : Hangar HM5 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
V0	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	11/10/2023	Version 0
V1	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	01/2024	Version finale – reprise remarques CGA

Sommaire

Avant-propos	1
1..... Réglementation applicable	3
1.1 Classement ICPE de l'installation	3
1.2 Prescriptions techniques applicables	3
2..... Recollement aux prescriptions ICPE	4

Table des tableaux

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM5.....	3
Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes.....	3
Tableau 3 : Recollement du hangar HM5 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.....	5

Table des figures

Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée	1
--	---

AVANT-PROPOS

La Base Aérienne 113 exploite sur les communes de Saint-Dizier et Hallignicourt (52) plusieurs hangars à aéronefs et à véhicules visés par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous la rubrique 2930-1.

Le hangar HM5 objet du présent document est un hangar à aéronefs visé par la rubrique 2930-1 (ICPE n°5 et n°49).



Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée

Réglementation applicable

1 REGLEMENTATION APPLICABLE

1.1 Classement ICPE de l'installation

Le tableau ci-après présente les rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles le hangar HM5 est concerné en septembre 2020.

Il présente ainsi :

- Les rubriques, avec leur descriptif et les seuils des régimes de classement ;
- Les données du site en termes de volume, puissance, capacités, activités, ... afin d'identifier les régimes de classement pour chacune des rubriques concernées.

Depuis la directive du MINARM de 2020 qui demande aux exploitants de sommer les superficies des installations relevant de la rubrique 2930, le HM3 passe sous le régime de l'enregistrement. Les installations relevant de cette rubrique sont les suivantes :

- Le HM3 : 4120 m²
- LE HM4 : 3220 m²
- Le HM5 : 6500 m²
- Le HM6 : 2660 m²
- Le RAF 1 : 6021 m²

Soit un total de **22 521 m²** qui soumet l'ensemble au **régime d'enregistrement** (> 5000 m²)

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM5

N° de rubrique	Intitulé	Volumes des activités	Régime de classement
2930-1.a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.	Surface de l'atelier : 6 500 m ² Cumul des installations : 22521 m ²	Enregistrement (cumul avec les autres installations 2930)

1.2 Prescriptions techniques applicables

. Il est ainsi soumis aux prescriptions techniques de l'Arrêté du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie).

L'annexe I de l'arrêté du 12/05/20 précise les conditions d'application des prescriptions techniques aux installations existantes :

Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes

12 Novembre 2020	12 Mai 2021	12 Mai 2022
Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4 ^e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.

A noter toutefois que les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.

2 RECOLLEMENT AUX PRESCRIPTIONS ICPE

Le présent recollement est élaboré :

- D'après les éléments transmis par le client ;
- D'après les constatations établies lors de la visite de SUEZ Consulting sur la base aérienne entre le 29 juin et le 3 juillet 2020.

Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

- **C** : Conformité ;
- **NC** : Non Conforme ;
- **SO** : Sans objet ;


Tableau 3 : Recollement du hangar HM5 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020

Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (Rubrique 2930 – Enregistrement)			
Article	Description	Situation	Commentaires
Chapitre III : Exploitation			
Article 3.1 – Surveillance de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C	L'exploitation du hangar se fait sous la direction du chef de hangar et de son adjoint.
Article 3.2 - Contrôle de l'accès (applicable au 12 novembre 2020)	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	C	Le hangar est localisé au cœur de la base aérienne 113 et dispose d'une clôture limitant son accès au personnel autorisé (tourniquet de sécurité à badge).
Article 3.3 - Gestion des produits (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	C	L'ESTA dispose d'un classeur recensant les FDS des produits stockés et utilisés.
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	C	Un inventaire est réalisé 1 fois / mois pour le suivi de l'approvisionnement des produits. Ce registre est consultable en permanence.
	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	C	

Recollement aux prescriptions ICPE

Article 3.4 - Propreté de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C	
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Article 4.1 - Localisation des risques (applicable au 12 mai 2021)	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.	C	Le chef de hangar a connaissance des zones à risques.
	L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.	C	Absence d'identification systématique des zones à risques dans le hall de maintenance et les différents ateliers.

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ; - les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ; - <u>les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ;</u> - <u>l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).</u> 		<p>Le hangar dispose d'un plan d'évacuation relatif à la sécurité du travail. L'exploitant s'engage à le compléter avec l'identification des différentes zones à risques (notamment postes de maintenance des aéronefs) et de stockage de produits (soutes à ingrédients, pneumatiques, RPL, etc.).</p> 
Section II : Dispositions constructives			
Article 4.6 - Tuyauteries et canalisations (applicable au 12 novembre 2020)	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	C	Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou collectes d'effluents pollués. Seul le réseau des eaux pluviales à l'extérieur du bâtiment est concerné et est étanche.
Section III : Dispositif de prévention des accidents			
Article 4.7 - Matériels utilisables en atmosphères	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-	C	Etude ATEX réalisée sur le Hangar HM5

Recollement aux prescriptions ICPE

explosibles (applicable au 12 mai 2022)	7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.		
Article 4.8 - Installations électriques, éclairage et chauffage (applicable au 12 mai 2022)	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	C	Les installations sont régulièrement contrôlées.
	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	C	
	Le chauffage des locaux à risque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.	C	Le hangar est chauffé par la chaufferie base.
Article 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques (applicable au 12 mai 2022)	Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	C	Présence d'une détection incendie dans le hall de maintenance.
	En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.	SO	Absence de systèmes d'extinction automatique d'incendie.
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			

Recollement aux prescriptions ICPE

Article 4.11 -
Capacité de
rétention
(applicable au 12
mai 2022)

I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans

Les capacités de stockage étanches sont suffisantes et entretenues.



C

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>		
Section V : Dispositions d'exploitation			
Article 4.13 – Travaux (applicable au 12 mai 2021)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. 	C	Le Bureau de Maitrise des Risques (BMR) de la base aérienne réalise un plan de prévention et un permis de feu si besoin lors de l'intervention des entreprises extérieures en cas de travaux.

Recollement aux prescriptions ICPE

	Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.	C	Le plan de prévention est signé par les préventeurs du BMR et par le représentant des entreprises extérieures intervenant dans la réalisation des travaux.
	Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	C	Un affichage de l'interdiction de fumer dans le hall de maintenance à l'extérieur du hangar sera mis en place.
	Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	C	
Article 4.14 – Vérification périodique, formation et protection individuelle (applicable au 12 mai 2021)	<p>I. - Règles générales</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	C	Contrats de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Recollement aux prescriptions ICPE

	Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.		
	<p>II. - Protection individuelle</p> <p>Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.</p>	C	
Chapitre V : Émissions dans l'eau			
Section I : Principes généraux			
Article 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses. <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p>	C	L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents (hors eaux pluviales). Le réseau de collecte des eaux pluviales sur lequel le hangar HM5 est raccordé dispose d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement potentiellement polluées.
Section II : Prélèvements et consommation d'eau			
Article 5.3 - Ouvrages de prélèvements	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	SO	La base est reliée au réseau public d'alimentation en eau potable et possède un compteur commun pour toutes les installations.

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 novembre 2020)	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	C	Le HM5 est muni d'un disconnecteur contrôlé chaque année.
	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	SO	
Section IV : Valeurs limites d'émission			
Article 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé) (applicable au 12 mai 2022)	La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne peut être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.	C	Résultats des dernières analyses de rejet des eaux pluviales réalisées au point de rejet PL4 (sur lequel est raccordé le HM5) en septembre 2019. Température : 15,7 °C.
	Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.		pH = 8
	En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables : a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;		Le milieu récepteur est la Marne. D'après les données disponibles la température moyenne de ce milieu récepteur est de 20°C. Valeur mesurée sur les rejets MES : 10 mg/L. NQE-CMA : 25 mg/L applicable aux MES. Débit de rejet absent ne permettant pas de calculer la dilution dans la Marne. Débit moyen annuel La Marne : 26,60 m³/s.

Recollement aux prescriptions ICPE

	<ul style="list-style-type: none"> - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>		
Article 5.10 - VLE pour rejet dans le milieu naturel (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p>	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Seules les Eaux pluviales sont rejetées à la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures.</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :</p> <table><tr><td>1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</td></tr><tr><td>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</td></tr><tr><td>2. Azote et phosphore</td></tr><tr><td>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j</td></tr></table>	1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)	Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà	DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.	2. Azote et phosphore	Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)									
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà									
DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà									
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà									
Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.									
2. Azote et phosphore									
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551) 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j									

Recollement aux prescriptions ICPE

<p>15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.</p>				
<p>Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</p>				
<p>3. Substances spécifiques du secteur d'activité</p>				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j

Recollement aux prescriptions ICPE

	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j

Recollement aux prescriptions ICPE

	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j		
	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						

Recollement aux prescriptions ICPE

Chapitre VI : Émissions dans l'air							
Section I : Généralités							
Article 6.1 – Généralités (applicable au 12 mai 2021)	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).	C	Présence d'une fontaine à solvants dans le hangar HM5 dont les émissions à l'atmosphère sont collectées.				
Section III : Valeurs limites d'émission							
Article 6.7 - Valeurs limites d'émission (applicable au 12 mai 2022)	Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.	SO	L'installation ne génère aucun dégagement gazeux.				
<table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td colspan="2">1. Poussières totales :</td></tr></table>		Polluants	Valeur limite d'émission	1. Poussières totales :			
Polluants	Valeur limite d'émission						
1. Poussières totales :							

Recollement aux prescriptions ICPE

	<table><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³ 40 mg/m³</td></tr><tr><td colspan="2">2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :</td></tr><tr><td colspan="2">Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h</td><td>5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</td></tr></table>	Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m ³ 40 mg/m ³	2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :		Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)			
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m ³ 40 mg/m ³											
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :												
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés												
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)											
Chapitre VIII : Bruit, vibration												
Article 8 - Bruit et vibration (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Valeurs limites de bruit Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	SO	<p>L'activité de la base aérienne génère une ambiance sonore déjà dégradée.</p> <p>La synthèse des mesures réalisées en 2018 est la suivante :</p> <p>Dans les bureaux, la valeur de 55 dB(A) est ponctuellement dépassée. Les tâches intellectuelles peuvent être perturbées au regard des recommandations de l'INRS, avec les fenêtres fermées et les conversations peuvent être masquées.</p> <p>En période estivale, les bureaux situés côté piste sont exposés au soleil dans l'après-midi. Les bureaux n'étant pas pourvus de système de climatisation, les occupants ouvrent les fenêtres car ils ont chaud. Le niveau sonore à l'intérieur est élevé, même avec les fenêtres fermées (Bureau avionique RDC).</p> <p>Dans les hangars, le port de des protections auditives est recommandé. Il est conseillé de vérifier la signalisation pour</p>
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										

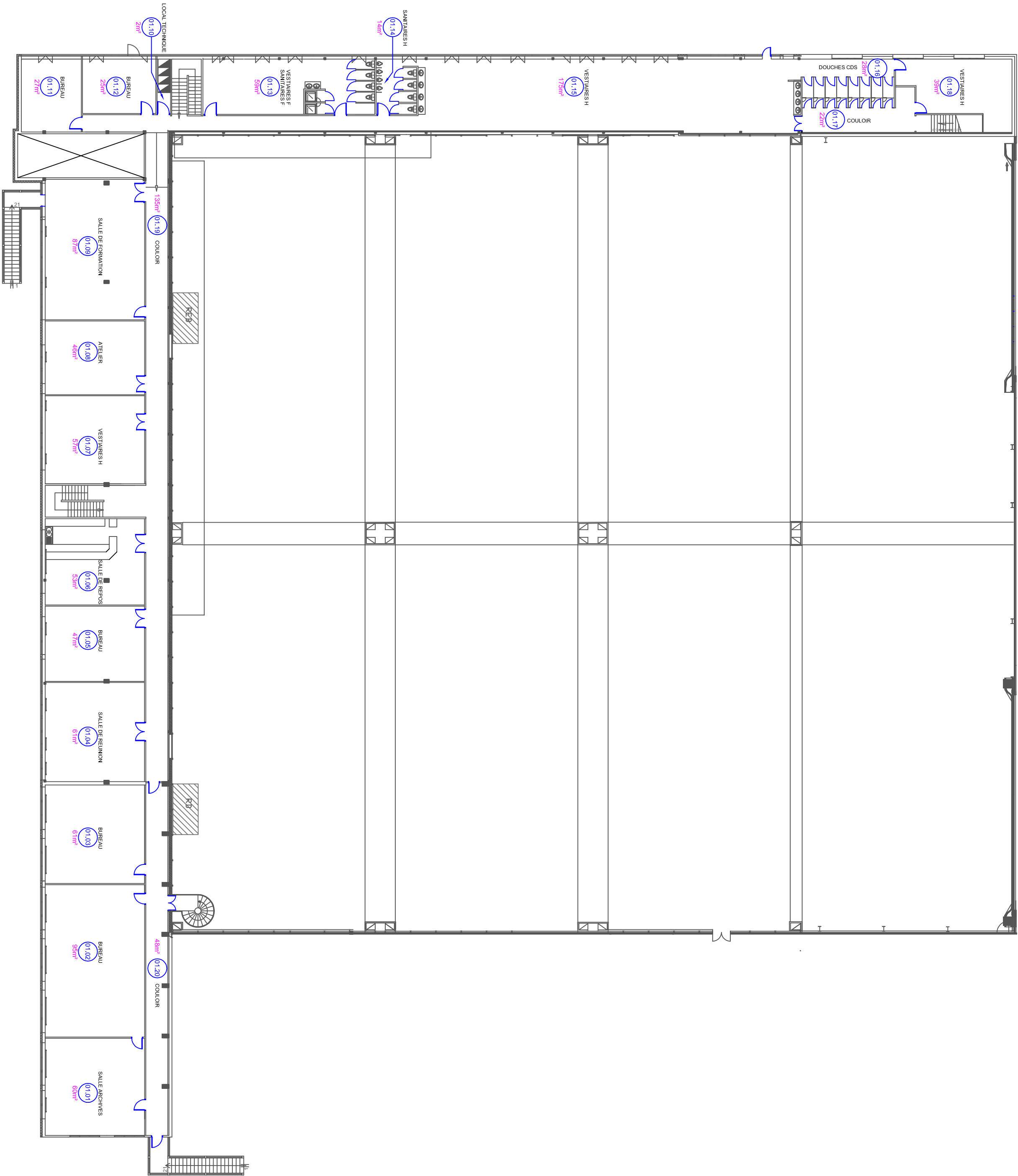
Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. - Véhicules – engins</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>		<p>informer le personnel ainsi que les visiteurs. Il serait peut-être utile de mettre en place quelques distributeurs de bouchons</p> <p>Dans le hangar, les portes doivent demeurer fermées.</p> <p>Des actions pour améliorer les conditions de travail sont à envisager dans les bureaux situés côté Piste et dans le Hangar :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Port des Protections Individuelles Contre le Bruit. • Mise en place d'une climatisation des locaux.
Chapitre IX : Déchets			
Article 9 – Généralités (applicable au 12 mai 2022)	<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
Chapitre X : Surveillance des émissions			
Section 1 : Surveillance des émissions			
Article 10.1 – Généralités (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	C	
Article 10.2 - Surveillance des émissions dans	Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions		L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
--	---	--	--





Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Hangar HM6 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

CONSULTING

SAFEGE
Le Beverly
15, Rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Agence Est

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safege.com

Numéro du projet : 20CAE023 BC 2

Intitulé du projet : Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Intitulé du document : Hangar HM6 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement
--

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
V0	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	11/10/2023	Version 0
V1	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	01/2024	Version finale – reprise remarques CGA

Sommaire

Avant-propos	1
1..... Réglementation applicable	3
1.1 Classement ICPE de l'installation	3
1.2 Prescriptions techniques applicables	3
2..... Recollement aux prescriptions ICPE	4
3..... Mises en conformité et mesures à prévoir ..	Erreur ! Signet non défini.

Table des tableaux

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM6	3
Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes	3
Tableau 3 : Recollement du hangar HM6 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020	5
Tableau 4 : Mesures à prévoir dans une démarche d'amélioration continue	Erreur ! Signet non défini.

Table des figures

Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée	1
--	---

AVANT-PROPOS

La Base Aérienne 113 exploite sur les communes de Saint-Dizier et Hallignicourt (52) plusieurs hangars à aéronefs et à véhicules visés par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous la rubrique 2930-1.

Le hangar HM6 objet du présent document est un hangar à véhicules visé par la rubrique 2930-1 sous le régime de la déclaration avec contrôles périodiques (ICPE n°6) à sa création.



Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée

1 REGLEMENTATION APPLICABLE

1.1 Classement ICPE de l'installation

Le tableau ci-après présente les rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles le hangar HM6 est concerné en août 2020.

Il présente ainsi :

- Les rubriques, avec leur descriptif et les seuils des régimes de classement ;
- Les données du site en termes de volume, puissance, capacités, activités, ... afin d'identifier les régimes de classement pour chacune des rubriques concernées.

Depuis la directive du MINARM de 2020 qui demande aux exploitants de sommer les superficies des installations relevant de la rubrique 2930, le HM3 passe sous le régime de l'enregistrement. Les installations relevant de cette rubrique sont les suivantes :

- Le HM3 : 4120 m²
- LE HM4 : 3220 m²
- Le HM5 : 6500 m²
- Le HM6 : 2660 m²
- Le RAF 1 : 6021 m²

Soit un total de **22 521 m²** qui soumet l'ensemble au **régime d'enregistrement** (> 5000 m²)

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar HM6

N° de rubrique	Intitulé	Volumes des activités	Régime de classement
2930-1.a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.	Surface de l'atelier : 2 660 m ² Cumul des installations : 22521 m ²	Enregistrement (cumul avec les autres installations 2930)

1.2 Prescriptions techniques applicables

Le hangar HM6 a été mis en service en 1953. Il est soumis aux prescriptions techniques de l'Arrêté du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie).

L'annexe I de l'arrêté du 12/05/2020 précise les conditions d'application des prescriptions techniques aux installations existantes :

Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/2020 aux installations existantes

12 Novembre 2020	12 Mai 2021	12 Mai 2022
Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4 ^e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9

Recollement aux prescriptions ICPE

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.

A noter toutefois que les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.

2 RECOLLEMENT AUX PRESCRIPTIONS ICPE

Le présent recollement est élaboré :

- D'après les éléments transmis par le client ;
- D'après les constatations établies lors de la visite de SUEZ Consulting sur la base aérienne entre le 29 juin et le 3 juillet 2020.

Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

- **C** : Conformité ;
- **NC** : Non Conforme ;
- **SO** : Sans objet ;

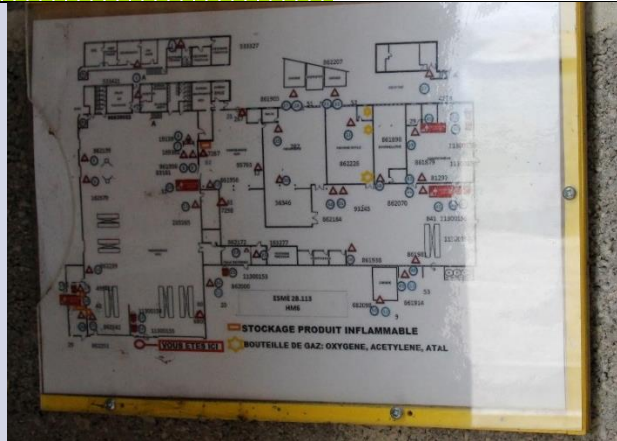
Tableau 3 : Recollement du hangar HM6 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020

Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (Rubrique 2930 – Enregistrement)			
Article	Description	Situation	Commentaires
Chapitre III : Exploitation			
Article 3.1 – Surveillance de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C	L'exploitation du hangar se fait sous la direction du chef de hangar et de son adjoint.
Article 3.2 - Contrôle de l'accès (applicable au 12 novembre 2020)	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	C	Le hangar est localisé au cœur de la base aérienne 113 et dispose d'une clôture limitant son accès au personnel autorisé (tourniquet de sécurité à badge).
Article 3.3 - Gestion des produits (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	C	Des classeurs contenant les fiches de données de sécurité et les fiches toxicologiques des différents produits stockés sont présents au niveau des soutes à ingrédients.
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	C	Un inventaire est réalisé chaque trimestre pour gérer le réapprovisionnement. Ce registre est consultable en permanence.
	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	C	
Article 3.4 - Propreté de l'installation	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou	C	

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 novembre 2020)	de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.		
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			
Article 4.1 - Localisation des risques (applicable au 12 mai 2021)	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.	C	Le chef de hangar a connaissance des zones à risques. Les plans sont à jour et les zones à risques sont localisées.
	L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.		

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ; - les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ; - <u>les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ;</u> - <u>l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).</u> 		
Section II : Dispositions constructives			
Article 4.6 - Tuyauteries et canalisations (applicable au 12 novembre 2020)	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	C	Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou collectes d'effluents pollués. Seul le réseau des eaux pluviales à l'extérieur du bâtiment est concerné et est étanche.
Section III : Dispositif de prévention des accidents			
Article 4.7 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire	SO	Absence de zones ATEX identifiées dans le hangar (bien que panneautages présents dans une partie du local de stockage des produits dangereux).

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 mai 2022)	aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.		
Article 4.8 - Installations électriques, éclairage et chauffage (applicable au 12 mai 2022)	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	C	Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les équipements métalliques sont mis à la terre. Le hangar est chauffé par la chaufferie base.
	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.		
	Le chauffage des locaux à risque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.		
Article 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques (applicable au 12 mai 2022)	Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	C	Le HM6 est muni de systèmes de détection entretenus et régulièrement contrôlés.
	L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.		
	En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.	SO	Absence de systèmes d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
Article 4.11 - Capacité de rétention (applicable au 12 mai 2022)	I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :	C	L'installation dispose de trois cuves aériennes de récupération d'huiles usagées et de produits chlorés. Les rétentions individuelles des cuves ne semblent pas correspondre à 100% de la capacité des réservoirs et

Recollement aux prescriptions ICPE

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

sont en mauvais état apparent (fuite constatée au droit de celle abritant la cuve d'huile).



Absence de jauges de niveau au niveau des cuves aériennes de récupération des fluides usagés.

Rétention inférieure à 800 litres dans le local de stockage ESME.

	Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.	C	
	Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.		
	Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.	C SO	
	III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.		
	IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	SO C	
Section V : Dispositions d'exploitation			
Article 4.13 – Travaux (applicable au 12 mai 2021)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; 	C	Le Bureau de Maitrise des Risques (BMR) de la base aérienne réalise un plan de prévention et un permis de feu si besoin lors de l'intervention des entreprises extérieures en cas de travaux.

Recollement aux prescriptions ICPE

	- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.		
	Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.	C	Le plan de prévention est signé par les préventeurs du BMR et par le représentant des entreprises extérieures intervenant dans la réalisation des travaux.
	Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	C	Affichage en caractères très apparents sur les murs du hall de maintenance des véhicules, les accès piétons au bâtiment et les consignes de sécurité du bâtiment. Toutefois, absence d'affichage de l'interdiction de fumer dans le hall de maintenance à l'extérieur du hangar.
	Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.	C	
Article 4.14 – Vérification périodique, formation et protection individuelle	I. - Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	C	Contrats de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Recollement aux prescriptions ICPE

(applicable au 12 mai 2021)	Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	C	
	Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.	C	
	II. - Protection individuelle Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	C	Les personnels sont équipés d'EPI : gants, chaussures de sécurité, etc.
Chapitre V : Émissions dans l'eau			
Section I : Principes généraux			
Article 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu (applicable au 12 novembre 2020)	Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de : - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu	C	L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents (hors eaux pluviales). Le réseau de collecte des eaux pluviales sur lequel le hangar HM5 est raccordé dispose d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement potentiellement polluées.
Section II : Prélèvements et consommation d'eau			

Recollement aux prescriptions ICPE

Article 5.3 - Ouvrages de prélèvements (applicable au 12 novembre 2020)	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	SO	La base est reliée au réseau public d'alimentation en eau potable et possède un compteur commun pour toutes les installations.
	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	C	Le HM6 est muni d'un disconnecteur contrôlé chaque année.
	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	SO	
Section IV : Valeurs limites d'émission			
Article 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé) (applicable au 12 mai 2022)	La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne peut être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.	C	Résultats des dernières analyses de rejet des eaux pluviales réalisées au point de rejet PL4 (sur lequel est raccordé le HM6) en septembre 2019. Température : 15,7 °C.
	Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.		pH = 8 Le milieu récepteur est la Marne. D'après les données disponibles la température moyenne de ce milieu récepteur est de 20°C.

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :</p> <p>a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>		<p>Valeur mesurée sur les rejets MES : 10 mg/L. NQE-CMA : 25 mg/L applicable aux MES.</p> <p>Débit de rejet absent ne permettant pas de calculer la dilution dans la Marne. Débit moyen annuel La Marne : 26,60 m³/s.</p>
Article 5.10 - VLE pour rejet dans le milieu naturel (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p>	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process. Seules les Eaux pluviales sont rejetées à la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures.</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :

1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)

Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)
100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j
35 mg/l au-delà

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)
100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j
30 mg/l au-delà

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)
300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j
125 mg/l au-delà

Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.

2. Azote et phosphore

Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé :
(Code SANDRE : 1551)
30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j

Recollement aux prescriptions ICPE

	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j			
	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.			
	Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350) 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j			
	Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.			
	3. Substances spécifiques du secteur d'activité			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j

Hangar HM6 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement
Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)


Recollement aux prescriptions ICPE

	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j

Recollement aux prescriptions ICPE

	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j		
	(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.						

Recollement aux prescriptions ICPE

Chapitre VI : Émissions dans l'air			
Section I : Généralités			
Article 6.1 – Généralités (applicable au 12 mai 2021)	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.	C	 <p>Pour les essais moteurs des véhicules, le hall de maintenance dispose de systèmes d'aspiration des gaz d'échappement.</p> <p>Le HM6 dispose d'une cheminée. Toutefois elle est équipée d'un chapeau chinois.</p>
	Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).	C	
Section III : Valeurs limites d'émission			
Article 6.7 - Valeurs limites d'émission (applicable au 12 mai 2022)	<p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	SO	L'installation ne génère aucun dégagement gazeux.

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td colspan="2">1. Poussières totales :</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³ 40 mg/m³</td></tr><tr><td colspan="2">2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :</td></tr><tr><td colspan="2">Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td></tr><tr><td>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h</td><td>5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</td></tr></table>	Polluants	Valeur limite d'émission	1. Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m ³ 40 mg/m ³	2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :		Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)		
Polluants	Valeur limite d'émission														
1. Poussières totales :															
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m ³ 40 mg/m ³														
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :															
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés															
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m ³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)														
Chapitre VIII : Bruit, vibration															
Article 8 - Bruit et vibration (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés				SO	L'activité de la base aérienne génère une ambiance sonore déjà dégradée.						
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés													

Recollement aux prescriptions ICPE

	(incluant le bruit de l'installation)				
	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)		
	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)		
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. - Véhicules – engins</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>					
Chapitre IX : Déchets					
Article 9 – Généralités (applicable au 12 mai 2022)	<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.</p>	C	Les déchets valorisables sont apportés à la déchetterie base pour évacuation selon les filières agréées.		
		C			
		C	Le CMR de l'ESME tient un registre des déchets dangereux produits par l'activité. Les huiles usagées et résidus de carburant sont repris par le Service des essences des armées (SEA). Les autres déchets		

Recollement aux prescriptions ICPE

			dangereux sont collectés au sein de la déchetterie de la base et évacués vers des filières de traitement adaptées.										
Chapitre X : Surveillance des émissions													
Section 1 : Surveillance des émissions													
Article 10.1 – Généralités (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	C											
Article 10.2 - Surveillance des émissions dans l'eau (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <table><tr><td>Débit</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel</td></tr></table>	Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans le réseau de la base et rejetées dans la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures. Les rejets sont régulièrement surveillés dans le cadre de l'autorisation du IOTA.</p>
Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)												
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)												
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)												
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel												
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel												

Recollement aux prescriptions ICPE

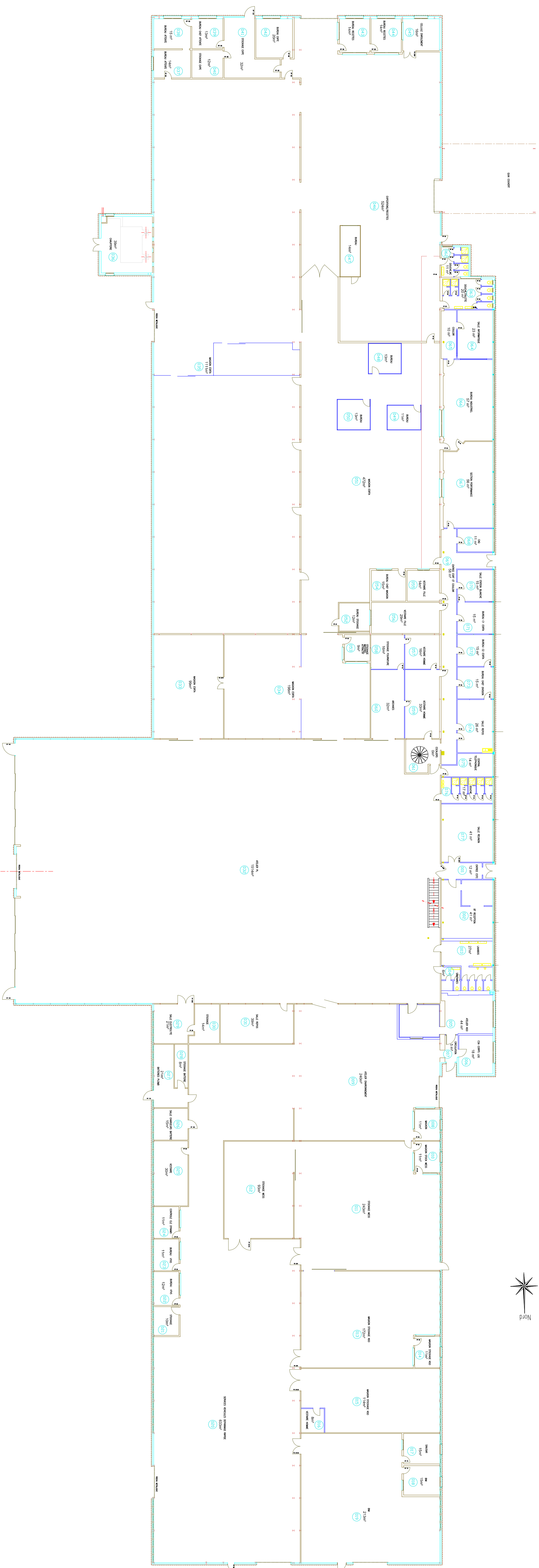
	DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
	Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
	Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
	Substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle		

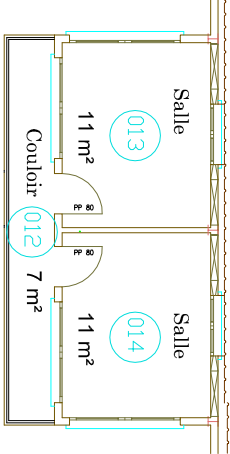
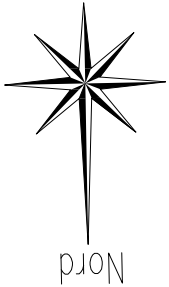
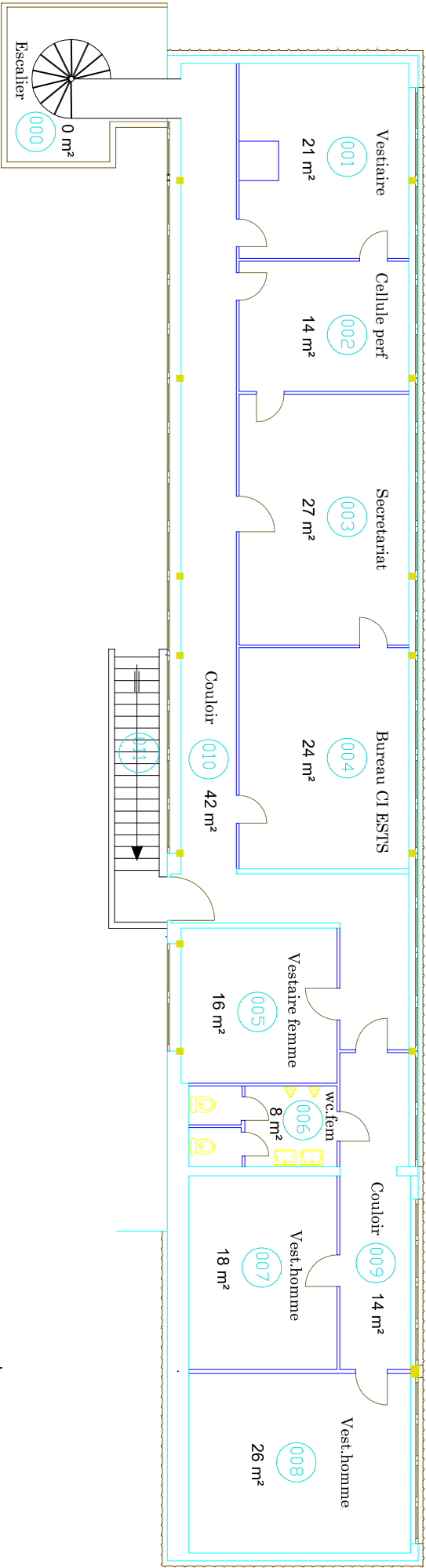
(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.

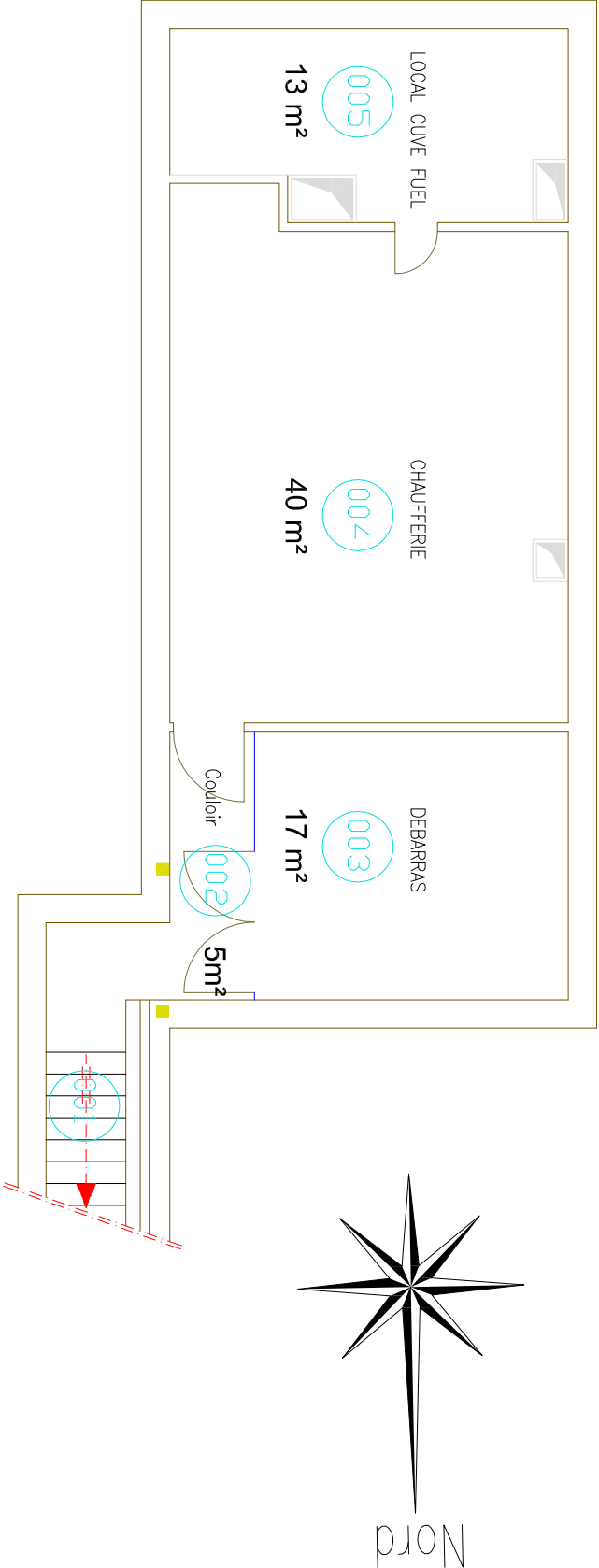
(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.







Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Hangar RAF1 classé sous la rubrique 2930 - 1 Enregistrement

CONSULTING

SAFEGE
Le Beverly
15, Rue de Copenhague
67300 SCHILTIGHEIM

Agence Est

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safège.com

Numéro du projet : 20CAE023 BC 2

Intitulé du projet : Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Intitulé du document : Hangar RAF1 classé sous la rubrique 2930 - Enregistrement

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
V0	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	10/2023	Version 0
V1	MERCK Charlène	FLAMENT Thibaut	01/2024	Version finale – reprise remarques CGA

Sommaire

Avant-propos	1
1..... Réglementation applicable	3
1.1 Classement ICPE de l'installation	3
1.2 Prescriptions techniques applicables	3
2..... Recollement aux prescriptions ICPE	4

Table des tableaux

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar RAF1	3
Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes.....	3
Tableau 3 : Recollement du hangar RAF1 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020	5

Table des figures

Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée	1
--	---

AVANT-PROPOS

La Base Aérienne 113 exploite sur les communes de Saint-Dizier et Hallignicourt (52) plusieurs hangars à aéronefs et à véhicules visés par la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous la rubrique 2930-1.

Le hangar RAF1 objet du présent document est un hangar à aéronefs visé par la rubrique 2930-1 (ICPE n°93).



Figure 1 : Localisation de l'ICPE considérée

1 REGLEMENTATION APPLICABLE

1.1 Classement ICPE de l'installation

Le tableau ci-après présente les rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles le hangar RAF1 est concerné en juillet 2020.

Il présente ainsi :

- Les rubriques, avec leur descriptif et les seuils des régimes de classement ;
- Les données du site en termes de volume, puissance, capacités, activités, ... afin d'identifier les régimes de classement pour chacune des rubriques concernées.

Depuis la directive du MINARM de 2020 qui demande aux exploitants de sommer les superficies des installations relevant de la rubrique 2930, le HM3 passe sous le régime de l'enregistrement. Les installations relevant de cette rubrique sont les suivantes :

- Le HM3 : 4120 m²
- LE HM4 : 3220 m²
- Le HM5 : 6500 m²
- Le HM6 : 2660 m²
- Le RAF 1 : 6021 m²

Soit un total de **22 521 m²** qui soumet l'ensemble au **régime d'enregistrement** (> 5000 m²)

Tableau 1 : Classement ICPE du hangar RAF1

N° de rubrique	Intitulé	Volumes des activités	Régime de classement
2930-1.a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur.	Surface de l'atelier : 6021 m ² Cumul des installations : 22521 m ²	Enregistrement (cumul avec les autres installations 2930)

1.2 Prescriptions techniques applicables

Le hangar RAF1 est soumis aux prescriptions techniques de l'Arrêté du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie). Le bâtiment RAF1 ayant fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation ICPE en 2004, il s'agit d'une installation existante.

L'annexe I de l'arrêté du 12/05/20 précise les conditions d'application des prescriptions techniques aux installations existantes :

Tableau 2 : Calendrier d'application des prescriptions de l'AM du 12/05/20 aux installations existantes

12 Novembre 2020	12 Mai 2021	12 Mai 2022
Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4 ^e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9

Recollement aux prescriptions ICPE

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.

A noter toutefois que les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.

2 RECOLLEMENT AUX PRESCRIPTIONS ICPE

Le présent recollement est élaboré :

- D'après les éléments transmis par le client ;
- D'après les constatations établies lors de la visite de SUEZ Consulting sur la base aérienne entre le 29 juin et le 3 juillet 2020.

Les avis de conformité, présentés dans les tableaux suivants, sont fournis sous la forme codifiée en regard de la prescription associée :

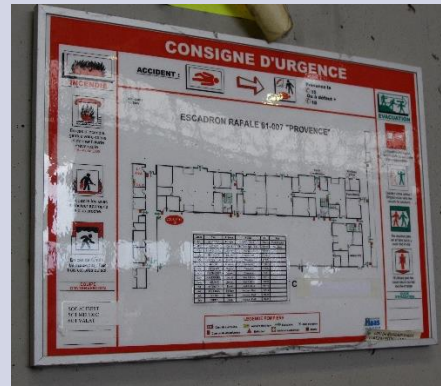
- **C** : Conformité ;
- **NC** : Non Conforme ;
- **SO** : Sans objet ;

Tableau 3 : Recollement du hangar RAF1 aux prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 12/05/2020

Arrêté ministériel du 12 mai 2020 (Rubrique 2930 – Enregistrement)			
Article	Description	Situation	Commentaires
Chapitre III : Exploitation			
Article 3.1 – Surveillance de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	C	L'exploitation du hangar se fait sous la direction du chef de hangar et de son adjoint.
Article 3.2 - Contrôle de l'accès (applicable au 12 novembre 2020)	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).	C	Le hangar est localisé au cœur de la base aérienne 113 et dispose d'une clôture limitant son accès au personnel autorisé (tourniquet de sécurité à badge).
Article 3.3 - Gestion des produits (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).	C	L'ESTA dispose d'un classeur recensant les FDS des produits stockés et utilisés.
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.	C	Un inventaire est réalisé 1 fois / mois pour le suivi de l'approvisionnement des produits. Ce registre est consultable en permanence.
	La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	C	
Article 3.4 - Propreté de l'installation (applicable au 12 novembre 2020)	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	C	
Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions			
Section I : Généralités			


Hangar RAF1 classé sous la rubrique 2930 - 1Enregistrement Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Recollement aux prescriptions ICPE

<p>Article 4.1 - Localisation des risques (applicable au 12 mai 2021)</p>	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ; - les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ; - <u>les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ;</u> - <u>l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).</u> 	<p>C</p>	<p>Le chef de hangar a connaissance des zones à risques.</p> <p>Absence d'identification systématique des zones à risques dans le hall de maintenance et les différents ateliers.</p> <p>Le hangar dispose d'un plan d'évacuation relatif à la sécurité du travail. Il devra être complété avec l'identification des différentes zones à risques (notamment postes de maintenance des aéronefs) et de stockage de produits (soutes à ingrédients, pneumatiques, RPL, etc.).</p>  <p>L'exploitant s'engage à mettre à jour ces plans conformément à la réglementation.</p>
Section II : Dispositions constructives			
<p>Article 4.6 - Tuyauteries et canalisations (applicable au</p>	<p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues</p>	<p>C</p>	<p>Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou collectes d'effluents pollués. Seul le réseau des eaux pluviales à</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

12 novembre 2020)	et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.		l'extérieur du bâtiment est concerné et est étanche.
Section III : Dispositif de prévention des accidents			
Article 4.7 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles (applicable au 12 mai 2022)	Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	C	Etude ATEX réalisée.
Article 4.8 - Installations électriques, éclairage et chauffage (applicable au 12 mai 2022)	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	C	Le hangar est chauffé par la chaufferie base.
	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le chauffage des locaux à risque ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.	C	
Article 4.10 - Systèmes de détection et extinction automatiques (applicable au 12 mai 2022)	Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	C	Présence d'une détection incendie dans le hall de maintenance. Absence du listing des dispositifs de détection et des opérations de maintenance.
	L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.	SO	Absence de systèmes d'extinction automatique d'incendie.
Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles			
Article 4.11 - Capacité de rétention (applicable au	I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des	C	Les liquides sont stockés dans des armoires étanches, le volume pourrait être augmenté

<p>12 mai 2022)</p>	<p>deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p><u>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - <u>dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</u> <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des</p>	
---------------------	--	---

	<p>eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>		
Section V : Dispositions d'exploitation			
Article 4.13 – Travaux (applicable au 12 mai 2021)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	C	<p>Le Bureau de Maitrise des Risques (BMR) de la base aérienne réalise un plan de prévention et un permis de feu si besoin lors de l'intervention des entreprises extérieures en cas de travaux.</p> <p>Le plan de prévention est signé par les préventeurs du BMR et par le représentant des entreprises extérieures intervenant dans la réalisation des travaux.</p> <p>Un affichage de l'interdiction de fumer dans le hall de maintenance Rafale sera ajouté par l'exploitant.</p>

Recollement aux prescriptions ICPE

	Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.		
Article 4.14 – Vérification périodique, formation et protection individuelle (applicable au 12 mai 2021)	<p>I. - Règles générales</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>II. - Protection individuelle</p> <p>Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.</p>	C	Contrats de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Chapitre V : Émissions dans l'eau			
Section I : Principes généraux			
Article 5.1.2 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses. <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p>	C	L'activité de l'installation n'est pas à l'origine en fonctionnement normal de rejets d'effluents (hors eaux pluviales).
Section II : Prélèvements et consommation d'eau			
Article 5.3 - Ouvrages de	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce		

prélèvements (applicable au 12 novembre 2020)	dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	SO	La base est reliée au réseau public d'alimentation en eau potable et possède un compteur commun pour toutes les installations. Le RAF1 est muni d'un disconnecteur contrôlé chaque année.
	Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.	C	
	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.	SO	

Section IV : Valeurs limites d'émission

<p>Article 5.9 - Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé) (applicable au 12 mai 2022)</p>	<p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne peut être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.</p> <p>Le pH des effluents rejetés est compris entre 5.5 et 8.5, 5.5 et 9.5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables :</p> <p>a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure 	<p>Résultats des dernières analyses de rejets des eaux pluviales réalisées au point PL5 (sur lequel est raccordé RAF1) en septembre 2019. Température : 16,4°C.</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH : 8,1. <p>Le milieu récepteur est la Marne. D'après les données disponibles la température moyenne de ce milieu récepteur est de 20°C</p> <p>Valeur mesurée sur les rejets MES : 2,1 mg/L. NQE-CMA : 25 mg/L applicable aux MES.</p> <p>Débit de rejet absent ne permettant pas de calculer la dilution dans la Marne</p> <p>Débit moyen annuel La Marne : 26,60 m³/s.</p>
---	--	--

Recollement aux prescriptions ICPE

	<p>à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</p> <p>b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p>										
Article 5.10 - VLE pour rejet dans le milieu naturel (applicable au 12 mai 2022)	<p>I. - Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions peut être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :</p> <table><tr><th colspan="2">1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</th></tr><tr><td>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)</td><td>100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)</td><td>100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</td><td>300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà</td></tr></table> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au</p>	1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)		Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)	100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà	DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)	100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Seules les Eaux pluviales sont rejetées à la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures.</p>
1. Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)											
Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)	100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà										
DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)	100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà										
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà										

Recollement aux prescriptions ICPE

moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.				
2. Azote et phosphore				
<p>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)</p> <p>30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.</p>				
<p>Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)</p> <p>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier maximal supérieur ou égal à 80 kg/j</p>				
<p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</p>				
3. Substances spécifiques du secteur d'activité				
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j

Hangar RAF1 classé sous la rubrique 2930 - 1Enregistrement
Audits de conformité des ICPE de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52)

Recollement aux prescriptions ICPE

	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j
(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.					

Recollement aux prescriptions ICPE

Chapitre VI : Émissions dans l'air											
Section I : Généralités											
Article 6.1 – Généralités (applicable au 12 mai 2021)	Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).	C	Les fontaines de nettoyage dégraissage disposent d'un dispositif de captage des rejets.								
Section III : Valeurs limites d'émission											
Article 6.7 - Valeurs limites d'émission (applicable au 12 mai 2022)	<p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <table><thead><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr></thead><tbody><tr><td colspan="2">1. Poussières totales :</td></tr><tr><td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³ 40 mg/m³</td></tr><tr><td colspan="2">2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :</td></tr></tbody></table>	Polluants	Valeur limite d'émission	1. Poussières totales :		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³ 40 mg/m³	2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :		SO	L'installation ne génère aucun dégagement gazeux.
Polluants	Valeur limite d'émission										
1. Poussières totales :											
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	100 mg/m³ 40 mg/m³										
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :											

Recollement aux prescriptions ICPE

	<div>Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</div> <div>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h</div> <div>5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</div>											
Chapitre VIII : Bruit, vibration												
Article 8 - Bruit et vibration (applicable au 12 mai 2022)	<div>I. - Valeurs limites de bruit</div> <div>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</div> <table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <div>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</div> <div>II. - Véhicules – engins</div> <div>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</div> <div>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel</div>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	SO	L'activité de la base aérienne est source d'émissions sonores importantes
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										

Recollement aux prescriptions ICPE

	et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.						
Chapitre IX : Déchets							
Article 9 – Généralités (applicable au 12 mai 2022)	<p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>Les déchets valorisables sont apportés à la déchetterie base pour évacuation selon les filières agréées.</p> <p>Le CMR de l'ESME tient un registre des déchets dangereux produits par l'activité. Les huiles usagées et résidus de carburant sont repris par le Service des essences des armées (SEA). Les autres déchets dangereux sont collectés au sein de la déchetterie de la base et évacués vers des filières de traitement adaptées.</p>				
Chapitre X : Surveillance des émissions							
Section 1 : Surveillance des émissions							
Article 10.1 – Généralités (applicable au 12 novembre 2020)	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	C					
Article 10.2 - Surveillance des émissions dans l'eau (applicable au 12 novembre 2020)	<p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <table><tr><td>Débit</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr><tr><td>Température</td><td>Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)</td></tr></table>	Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)	C	<p>L'installation ne génère aucun rejet d'eaux de process.</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées dans le réseau de la base et rejetées dans la Marne après traitement dans un séparateur à hydrocarbures. Les rejets sont régulièrement surveillés dans le cadre de l'autorisation du IOTA.</p>
Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)						
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)						

Recollement aux prescriptions ICPE

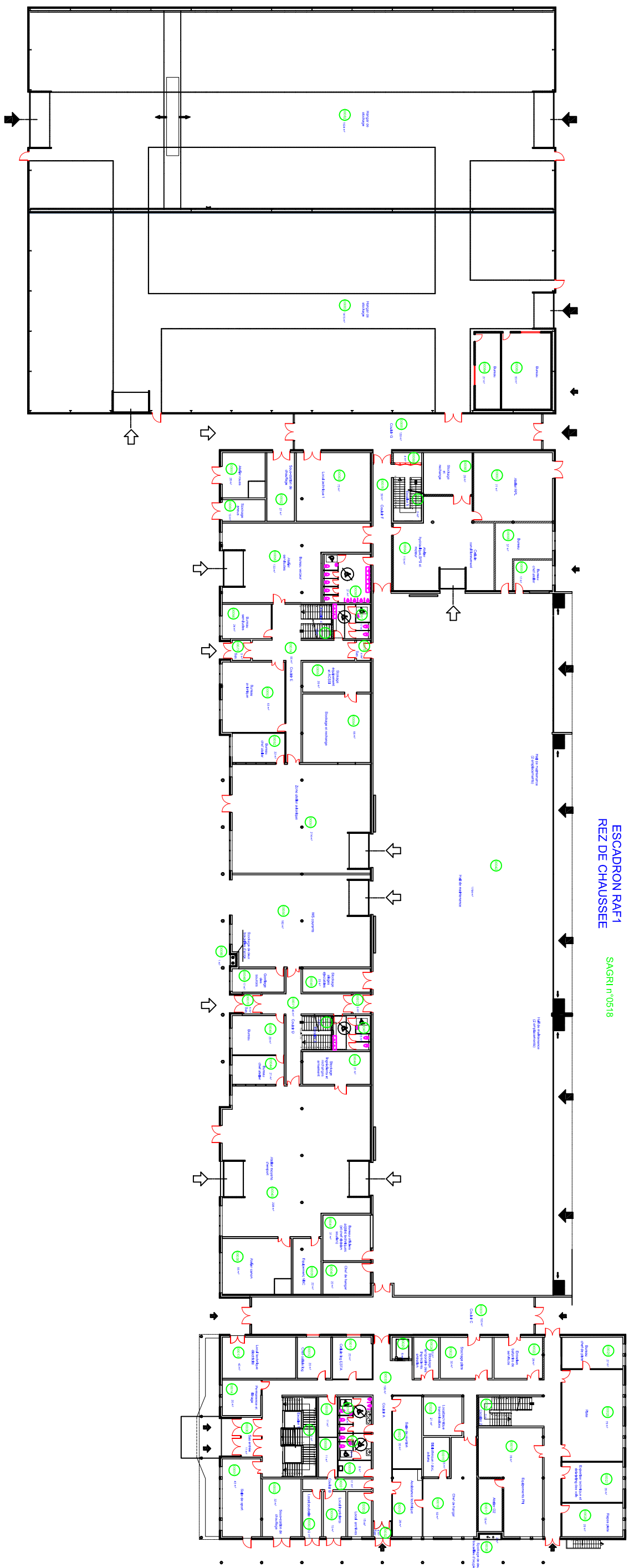
pH	Journelement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m³/j (*)
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Matières en suspension totales	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
Substances spécifiques du secteur d'activité	Semestrielle

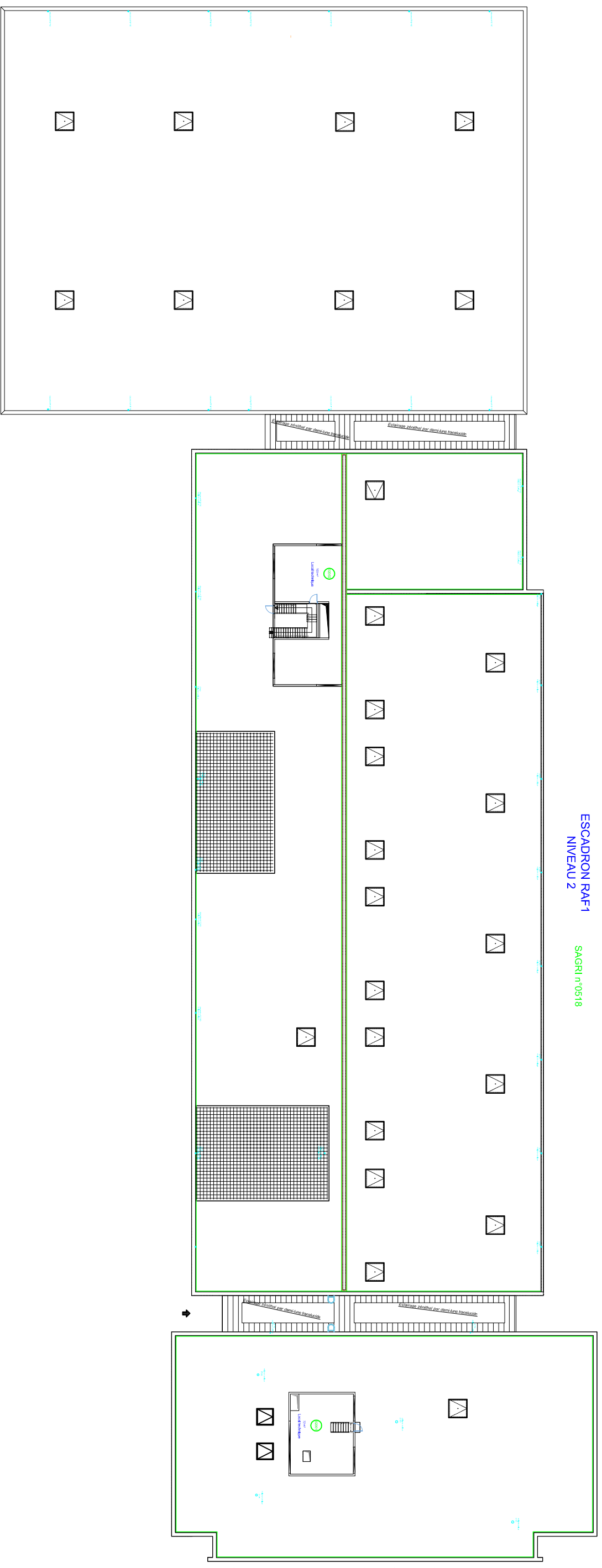
(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet.

(**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

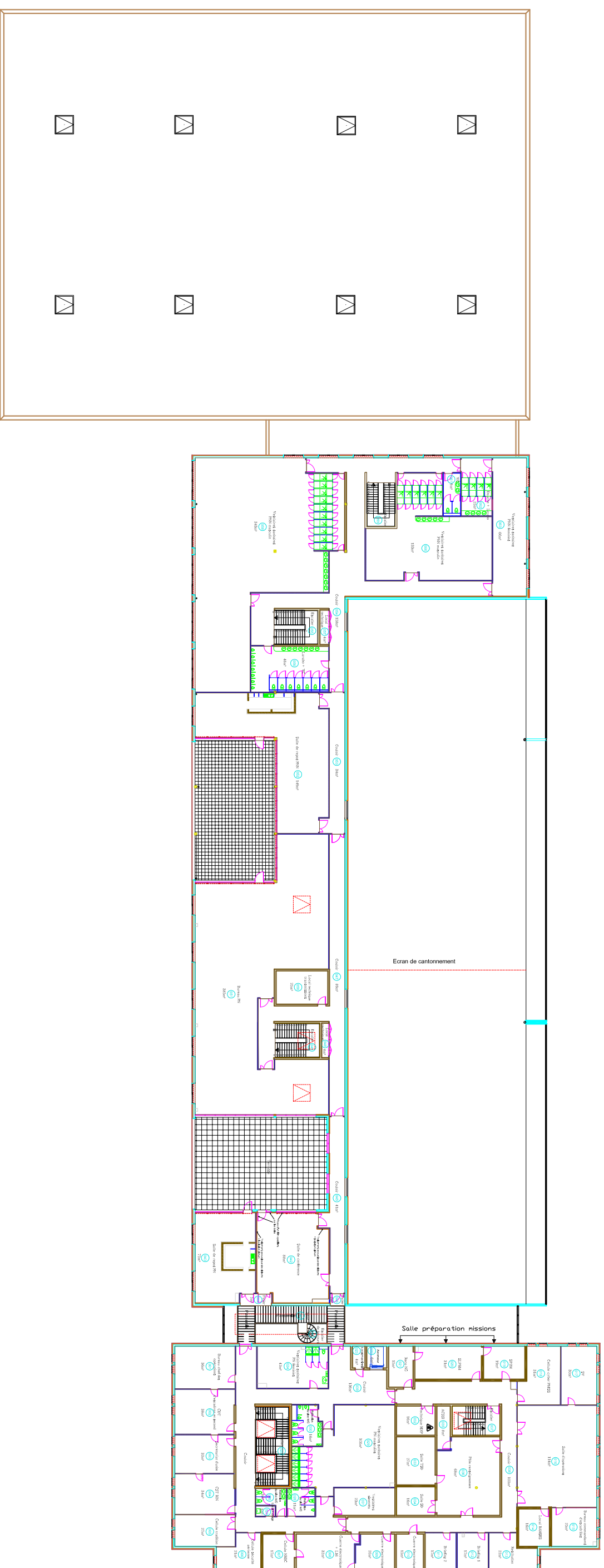






ESCADRON RAF-1
NIVEAU 1

SAGRI n°0518



50m



